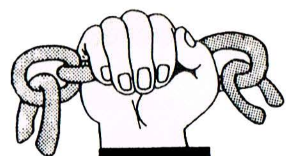


L'EUROPE AUX EUROPEENS

BRISONS LES CHAINES DE YALTA !

VOULOIR

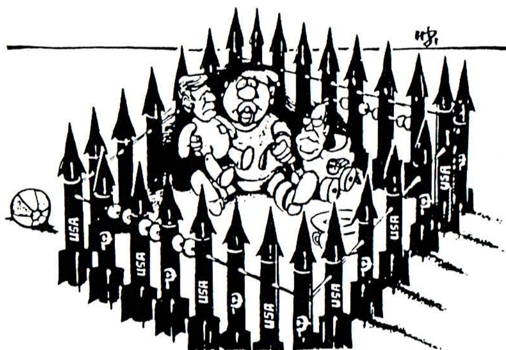
SUPPLEMENT A LA REVUE ORIENTATIONS Numéro 10 Novembre 1984

Le néo-libéralisme, pâle copie du libéralisme historique, est à la mode.
Après les tristes expériences de l'économie (mal) dirigée de la social-démocratie ou la débâcle économique du socialisme des Pays de l'Est, une quantité d'économistes, de pseudo-vulgarisateurs, de journalistes plus ou moins dans le vent ne jurent plus que par la panacée : "le libéralisme". Chaque hebdomadaire, du **Point** parisien au **Pourquoi Pas?** bruxellois, du **Vif** au **Nouvel Obs'**, a annoncé et commenté la venue du messianisme nouveau.
Les yeux braqués vers les USA (vieille et mauvaise habitude), nos demi-économistes demi-journalistes, incapables de differencier l'Amérique de l'Europe chantent les mérites, les réussites des "reaganomics". Pourtant, si les remèdes américains ont donné un coup de fouet indiscutable à l'économie d'outre-Atlantique, rien ne peut faire croire qu'il en serait de même pour une Europe balkanisée, mutilée, pressurée tant à l'Est qu'à l'Ouest.
Posons-nous quelques questions préalables à ce propos.

1.
Tout d'abord, les Etats-Unis de **REAGAN**, de **NIXON** et même de **CARTER** sont-ils "libéraux" ? Peut-on qualifier de "libérale" une nation protectionniste se défendant systématiquement contre les concurrents étrangers, actifs en de nombreux domaines où leurs productions pourraient être mises en cause ?... Et, de leur point de vue, ils ont indiscutablement raison.

2.
Ensuite, deuxième question, peut-on comparer un immense territoire uni à une Europe morcelée par les guerres civiles intereuropéennes et par l'assassinat prémédité à Téhéran, à Yalta et à Potsdam. L'empire yankee est peuplé de non enracinés, d'immigrants de date récente ou plus ancienne qui ont pérégriné d'Est en Ouest, de Septentrion en Midi selon leurs intérêts et l'appât du gain. Les Américains qui n'adhèrent pas à la mobilité fébrile de la civilisation yankee, forment le plus souvent des ghettos où la misère est insoutenable et où la délinquance est pléthorique (Cf. Vance **PACKARD, A Nation of Strangers**, New York, 1972). En Europe, tout au contraire, pas de population erratique, **le sol des aïeux** est **primordial** et les intérêts, même néfastes au voisin, priment. Nous en voulons pour preuve économique les vignerons du Sud de la France qui s'entêtent à produire des vins médiocres et n'acceptent pas la concurrence italienne ou espagnole, allant jusqu'à brûler des camions citernes qui amènent vers la France des vins meilleurs et moins chers. Et, pour rester dans le même domaine : les Ouest-Allemands qui interdisent par des normes méticuleuses l'entrée de bières étrangères. De tels exemples pullulent en Europe. Les Américains jugent la réalité selon d'autres critères, l'attachement au sol leur importe peu. Ils vont et se fixent temporairement là où leur vie peut être meilleure, où le profit est maximal. Nos racines particularistes sont, même inconsciemment, même à l'heure de l'arasement généralisé des cultures populaires, extrêmement profondes.

3.
Enfin, les Etats-Unis ont ce très grand avantage d'avoir établi une constitution donnant des pouvoirs forts, quasi régaliens, au Président démocratiquement élu. Cette constitution s'appliquait à un pays où tout restait à forger, où des territoires en friche devaient être développés, où les immensités territoriales devaient être valorisées. Le peuple américain a donc d'emblée une chance inouïe : laisser à ses représentants élus (Chambre et Sénat) le droit de discuter (ou de discutailler) mais d'avoir un chef ne représentant d'ailleurs, en règle générale, que 30% de la population, mais capable et autorisé à prendre des décisions immédiates, dans les grandes circonstances et sans interférences trop prononcées des politiciens. C'est en ce sens que Raymond **ARON** qualifiait les Etats-Unis de "République impériale" (Cf. R. **ARON, République Impériale. Les Etats-Unis dans le monde 1945-1972**, Calmann-Lévy, Paris, 1973).



Les Américains semblent retrouver aujourd'hui un esprit nationaliste ou plutôt national-mondialiste, comme le souligne avec justesse et pertinence Jacqueline **GRAPIN** dans son dernier et remarquable ouvrage **Forteresse America** (Grasset, Paris, 1984). Cet esprit, ils étaient en train de le perdre à la suite de l'aventure vietnamienne. La gifle que **KHOMEINY** infligea à **CARTER** a réveillé le républicanisme impérial et national-mondialiste. Mais, nous autres Européens ne sommes pas Américains et les remèdes d'outre-Atlantique ne sont pas les nôtres. Leur libéralisme de façade, qu'admirent béatement journalistes et politiciens de droite, ne peut s'adapter en Europe. Nos néo-économistes ne veulent pas admettre que nous vivons sous la botte économique et militaire des USA, situation qui ne correspond nullement à l'optimum pacifique et idyllique dont rêvaient les pères fondateurs du libéralisme. Les néo-libéraux choisissent de revenir au vieux principe du "laissez-faire" dit libéral, option qui ne favorise finalement que la nation la plus développée, la plus riche du globe : hier l'Angleterre, aujourd'hui les Etats-Unis (Cf. Thierry **MUDRY**, **Friedrich List : une alternative au libéralisme**, in **ORIENTATIONS** n°5). Les adeptes naïfs du néo-libéralisme ne voient pas que cette politique, davantage **libéral-marcantiliste** que proprement libérale, ne pourra que mieux nous asservir aux grands groupes financiers et transnationaux, meilleurs instruments de la domination des USA en Europe de l'Ouest ou en Amérique latine, continents démembrés et parcellisés par les intérêts petits-nationalistes, par les vues égoïstes de chacun, par les querelles économiques soigneusement entretenues lorsque cela s'avère nécessaire par le "Big Brother" d'outre-mer.

Dans ces conditions, les meilleures intentions libérales ne peuvent mener qu'à l'anarchie qui disloquera davantage encore nos économies. N'ayons pas peur de le dire, nous préférons le mot de "libertés" à l'appellation incontrôlable de "libéralisme". Résolument nous préférons les libertés concrètes (le pluriel n'est pas innocent !) aux mirages messianiques, marxistes-léninistes avant-hier, gauchistes hier ou néo-libéraux aujourd'hui. Un vrai "libéralisme" (c'est-à-dire un authentique libéral-mercantilisme) ne peut se concevoir, en Europe, que sous un ensemble de conditions absolument déterminantes :

1) une Europe unie **neutre**, forte et armée, ne dépendant d'aucun bloc mais entretenant avec chacun de ces blocs des relations d'égal à égal.

2) une Europe qui se donnera un véritable gouvernement, géré par un chef responsable, pourvu de pouvoirs décisionnaires. Cette Europe restera démocratique et laissera à la population et à ses élus le droit et le devoir d'aménager la vie de leur région comme bon leur semble, tout en respectant les décisions prises par le gouvernement chargé de maintenir la position de l'Europe dans le concert des grands ensembles continentaux auto-centrés de demain.

3) une Europe où les régions, entités concrètes, auront fait craquer le moule des vieilles nations à l'égoïsme désuet et au jacobinisme étriqué.

4) une Europe dont les gouvernants auront un "projet", un paln global à courte, moyenne et longue échéance et une liberté de diriger sans avoir constamment des comptes à rendre à des "partitocrates", plus enclins à adhérer à un jeu de convictions stériles qu'à prendre des responsabilités concrètes.

5) une Europe capable d'imiter à son profit l'impérialisme américain, une Europe qui facilitera l'action des agents économiques, des producteurs par rapport

aux consommateurs passifs à l'intérieur mais qui sera nécessairement protectionniste à l'encontre des produits extra-européens.

6) une Europe ouverte sur les Pays du Grand Nord et au bassin méditerranéen, s'étendant du Groenland et des Açores aux confins de l'Empire russe.

7) une Europe sociale, humaine, à l'avancée des sciences ; une Europe revenue des mièvreries laxistes dont les jeunes générations ne veulent plus (pas plus que les jeunes électeurs de **REAGAN**) ; une Europe mettant en valeur son esprit d'unité, son sens de la communauté d'intérêts et de valeurs, de sa communauté de destin

Dans un contexte comme celui-là, toutes les politiques économiques sont possibles et surtout rentables. C'est une politique des devoirs ET des droits et non celle, trop insidieusement prônée pour nous affaiblir, des droits uniquement, des seules revendications irresponsables.

Les "libertés" ne peuvent donc se concevoir qu'internes à une Europe forte, décisionnaire et libérée des blocs.
Faudra-t-il dès lors attendre passivement que l'Europe se fasse, même au gré de puissances extérieures à son territoire ? Non ! La passivité, la torpeur n'ont jamais rien résolu. Nous devons prendre notre destin en mains. Nous devons réformer nos partitocraties de fond en comble, partitocraties qui ont récemment et soudainement découvert les vertus du néo-libéralisme. Sinon, nous irons droit vers la **fellahisation (SPENGLER !)**, vers l'ère du vide, vers une main-mise toujours plus pesante des blocs voire, par un sursaut pathologique et inutile des derniers instants (style **LE PEN**) vers une ou des dictatures nationalistes crispées dans chaque nation ou, encore, vers un condominium franco-allemand, solution néo-carolingienne où la France sera tutrice et le reste réservoir de richesses et de chair à canons, appendices décoratifs. Solution qui restaure l'artifice napoléonien de la Confédération du Rhin, ce condominium franco-allemand hypothétique ne résoudra que très partiellement le problème européen et pas du tout la question allemande. En outre, il évitera l'inclusion du monde slave à l'Europe des siècles à venir.

Certes, il convient de nettoyer d'abord devant notre porte, de dépoussièrer nos pays, de remplacer la partitocratie néo-libérale par une démocratie directe et décisionnaire qui donnera la parole aux peuples et non à des "représentants" qui ne représentent que des partis qui, eux-mêmes, ne représentent plus rien, si ce n'est les intérêts d'un système abstrait dont les lois ne sont pas celles de la Vie. Créons donc des régimes authentiquement "populistes", prêts à s'unir avec d'autres régions européennes, elles-mêmes dégagées des régimes partitocratiques.

Alors dès la réussite de cette symbiose, dès l'avènement d'une Europe forte, neutre (**blockfrei !**), décidée et consciente deson destin, dès la libération de notre continent de ses démons internes et de ses oppresseurs externes, nous pourrons être tous de vrais champions de la "liberté", de toutes les "libertéS".

Jean E. van der TAELEN.

VOCABULAIRE

CONCEPTION-DU-MONDE

"Ensemble des valeurs, des idées, des idéaux et des interprétations du réel, fédérés et organisés par un **sens**, implicites et explicites, affectifs et intellectuels, propres à une communauté, à un peuple, à un système idéologique ou religieux".

Proche des vocables **vue du monde** et **vision du monde**, qui en désignent plutôt l'aspect affectif et intuitif, la conception-du-monde forme, de notre point de vue, le soubassement des cultures et des formes de civilisation. Lieu où agit l'**inconscient collectif**, la conception-du-monde est directement influencée par la biologie et l'**anthropologie** du groupe qui la porte, et elle constitue, pour nous, la véritable **infrastructure** des institutions, du politique, de l'économie, etc... (et non pas l'inverse comme dans les schémas marxistes ou libéraux où elle n'est perçue que comme une superstructure). Une même conception-du-monde peut donner lieu à différentes **idéologies**, qui peuvent s'opposer, mais qui sont l'expression du même **projet** historique et social. Le concept de conception-du-monde permet donc de mettre en lumière la parenté fondamentale des idéologies occidentales, apparemment antagonistes, mais dont les postulats (individualisme et égalitarisme) sont communs.

Deux conceptions-du-monde nous semblent s'affronter dans notre monde depuis bientôt deux millénaires : l'une, **christianomorphe**, c'est-à-dire centrée autour de la sensibilité et de l'enseignement du judéo-christianisme, a donné lieu à toutes les idéologies égalitaires et fixistes aujourd'hui dominantes ; l'autre, d'origine **indo-européenne**, de sensibilité païenne, bien que politiquement et historiquement censurée, s'est constamment exprimée dans la culture, la philosophie et l'art européens.

Avec **NIETZSCHE**, elle a accédé à la formulation consciente. Nous en sommes aujourd'hui les héritiers sans en détenir le monopole puisque cette vision, perçue et traduite en mots dans l'oeuvre de **NIETZSCHE**, est présente dans l'**inconscient collectif**. Notre rôle est d'en être l'**incarnation-modèle** et d'en tirer des **idéologies** qui pourront éventuellement un jour s'opposer en se complétant.
D'en susciter des **formes de culture**. La chance et la force, en cette fin de siècle, de cette conception-du-monde est son adaptation à la modernité et à l'esprit scientifique qu'elle a d'ailleurs puissamment contribué à forger.

METAPOLITIQUE

"Diffusion dans la mentalité collective et dans la société civile de valeurs et d'**idées** (ou d'**idéologèmes**) en excluant tout moyen ou toute visée politicienne, comme tout étiquettage politique, mais selon une visée de **Grande Politique**, c'est-à-dire de recherche d'un **impact historique**".

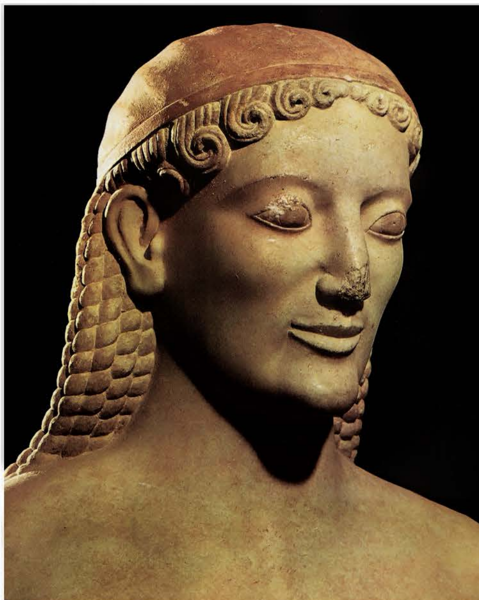
La métapolitique se situe en dehors et au-dessus de la politique politicienne, laquelle est devenue théâtrale et ne constitue plus le lieu du politique. La stratégie métapolitique vise à diffuser une conception-du-monde de sorte que les valeurs de cette dernière acquièrent dans l'histoire puissance et pouvoir à long terme. Cette stratégie est incompatible avec les ambitions bourgeoises de détenir le pouvoir, d'être "dans" le pouvoir à court terme. Polyvalente, le métapolitique doit s'adresser aux décideurs, aux **médiateurs**, aux diffuseurs de tous les courants de pensée, auxquels elle ne dévoile pas forcément l'ensemble de son discours. La métapolitique diffuse aussi bien une **sensibilité** qu'une doctrine ; elle se fait culturelle ou idéologique selon les circonstances. Sa caractéristique première, néanmoins, compte tenu de la sociologie actuelle du **pouvoir culturel**, est de "frapper à la tête", de refuser de se neutraliser dans le vulgaire et les médias de masse. Hauteur de vue, souplesse, efficacité pratique et dureté du "discours interne" (qui se distingue du discours externe, lequel ne trahit nullement le discours interne, mais n'en dit pas "tout" et en adapte la formulation) sont les quatre qualités de la stratégie métapolitique. Cette stratégie constitue, au plan de la méthode, notre choix fondamental. Elle est la base de notre action.

LIBERTE

"Faculté d'augmenter son **pouvoir**, de multiplier ses capacités d'**action** sur le **réel** et conquérir par là une autonomie sur les **déterminismes**, qu'ils soient génétiques ou sociaux".

Cette définition s'oppose à la conception individualiste et niveleuse de la liberté, qui la considère comme une **licence passive**, comme une absence de contrainte. Cette dernière conception de la liberté en est en fait l'exact opposé de la nôtre. Pour se libérer des déterminismes, l'homme a besoin au contraire de la **discipline** d'une culture, c'est-à-dire de l'exercice d'une contrainte, à commencer par celle qu'il exerce sur lui-même par sa **volonté**. La conception libérale de la liberté est **régressive** : elle produit l'homme **domestiqué**, **involué** que nous connaissons, qui abdique son autonomie au profit d'un système social paternaliste. La liberté n'est donc nullement un "droit" comme le voudrait la philosophie des droits de l'homme ; elle est conquête .

De ce fait, la "Liberté" comme absolu est un concept totalitaire qui ne recouvre pas de réalité. La liberté est plurielle (par exemple parlons des libertés politiques, comme autant de droits conquis, garantis pas la force et ayant des contreparties). **Génétiquement**, l'homme naît dans un état de grande dépendance, mais sa déprogrammation, son **ouverture au monde**, en font un être virtuellement "libérable" ou virtuellement plus esclave encore qu'un animal. Plus est grande la liberté - c'est-à-dire l'éventail d'actes faisables par un homme à la suite d'un apprentissage culturel discipliné - plus importante est la contrainte subie. La liberté passe d'abord par la **maîtrise de soi**. Elle est donc, aussi bien en ce qui concerne les individus qu'en ce qui concerne les peuples, le privilège des forts.



LA GRECE et LE DECLIN

Le propre de la Grèce a toujours été de réfléchir, ou tout au moins de tenir un discours sur son "déclin". Dans la mesure où l'âme grecque est la matrice de l'esprit européen, on ne s'étonnera pas que le propre de l'Europe et de sa pensée soit aussi de se pencher constamment sur l'idée de déclin, comme le rappelle Julien **FREUND** (1).

Mais ce que j'aimerai dire ici, c'est que depuis que la Grèce vit, comme les autres pays développés, à l'heure de l'hédonisme - j'entends l'hédonisme marchand de la société de consommation de masse et non l'hédonisme païen de notre tradition - nous autres Grecs avons malheureusement cessé de nous poser la question du déclin.

La gauche se contente de dénoncer l'exploitation économique subie par la Grèce, sa situation périphérique et les méfaits des multinationales. Quant à la droite, elle ne vise qu'à l'augmentation quantitative du niveau de vie par l'intégration plus poussée de la Grèce au monde capitaliste. Je me demande alors si le tout récent déclin, en Grèce, du discours sur le déclin, ne constitue finalement pas un signe inquiétant de déclin. Ce dernier fait ne dispense en tout cas nullement une nation comme la Grèce, l'**Hellas**, enracinée dans une aussi longue durée historique, de reprendre une réflexion sur le déclin. Il me semble qu'il est vital d'opérer ce retour.

Mais qu'est-ce que la Grèce ? Elle peut être envisagée soit comme espace-patrie soit en tant que communauté physique du point de vue synchronique soit, diachroniquement, comme un peuple englobant les vivants et les morts soit, enfin, comme Idée. Le déclin pour la Grèce pourrait alors résulter ou bien d'une perte d'identité ethno-culturelle ou bien d'une inadaptation aux circonstances extérieures (rappelons-nous la Cité antique qui cessa de représenter l'espace optimal) ou bien encore de la combinaison d'une perte d'identité et d'une inadaptation au monde extérieur. Ce dernier cas est fréquent dans le Tiers-Monde occidentalisé. Quant à la **patrie-espace** hellénique, ce qu'on appelle la catastrophe d'Asie Mineure de 1922 (2) a abouti à l'élimination de la présence physique et culturelle hellénique qui a ainsi disparu de la côte orientale de la Méditerranée. Il s'agit, pour nous autres Grecs, d'un événement colossal puisqu'il a signifié l'extinction d'une présence deux ou trois fois millénaire.

Envisageons à présent la "communauté hellénique", ce que nous appelons traditionnellement en Grèce la "Nation" ou la "Race" (**phili**) c'est-à-dire le **genos** hellénique. Ceux qui privilégient la persistance de l'identité au détriment de l'adaptation défendent une conception insulaire de la Grèce. Cette dernière est alors regardée comme le pays d'une seule race, d'une seule langue, d'une seule religion, comme l'ensemble de toutes les choses spécifiques à la seule patrie hellénique. Dans cette perspective, même l'**idée européenne**, même l'intégration à l'Europe telle qu'elle est, pourraient constituer pour la Grèce un terrible danger aux yeux des tenants de cette conception héroïque et obsidionale de la communauté hellénique, conception néanmoins très fréquente ici et au demeurant assez justifiée. Il va sans dire qu'actuellement où l'espace, où les espaces optimaux ne sont plus ceux de l'Etat-Nation et surtout d'un petit Etat-Nation, cette vision des choses peut signifier, pour la Grèce, le déclin par étouffement, par inadaptation.

De ce fait, qu'en est-il alors de la conception **européenne** de la Grèce. La Grèce peut-elle et doit-elle faire partie de l'Europe ? Il faut avouer que les arguments avancés en faveur de l'intégration européenne de la Grèce, surtout par la droite libérale et technocratique, se limitent principalement à des raisons de pure économie. Or, il s'agit de savoir quelle est cette "Europe" dont ferait partie la Grèce. D'un côté on peut penser que la Grèce est proche ethno-culturellement du reste de l'Europe et que cette dernière est fille de la Grèce, qu'elle plonge ses racines culturelles dans le passé grec. Dans ce cas, la Grèce, envisagée comme culture et idée, comme socle identitaire par les autres nations d'Europe, retrouverait, en rejoignant l'Europe ses propres "enfants". Comme Jason et les Argonautes, nous partirions à la recherche de notre Toison d'Or, l'**Hellas**, en nous intégrant physiquement et politiquement à l'Europe. Mais une telle hypothèse n'apparaît valable et pertinente que si l'Europe garde ce qui la constitue en propre, c'est-à-dire sa culture et son psychisme hellénique. Si tel n'était pas le cas, on assisterait au paradoxe tragique suivant : la Grèce, matrice spirituelle de l'Europe, perdant son hellénité (c'est-à-dire au fond l'essence de l'européanité) en s'intégrant à l'Europe. Autrement dit, une Europe déshellénisée déseuropéaniserait la Grèce en l'accueillant ! Et c'est précisément ce qui risque de se produire si l'Europe, au lieu de s'envisager comme européenne, c'est-à-dire comme héritière de la Grèce, s'envisageait en tant qu'Occident.

Une Europe qui se considère d'abord comme "occidentale" en effet, se définit principalement par un profil économique et non par une culture, par des caractéristiques fluides destinées à être exportées et diffusées hors de l'Europe historique selon une logique universaliste. Dans ces conditions, la Grèce ne saurait se laisser "européaniser" sans risquer de subir un **ethnocide** ou un génocide. Il va sans dire que la conception "Europe=Occident", c'est-à-dire l'interprétation de l'Europe comme simple espace occidental, conduirait aussi cette dernière au Déclin, au déclin de l'identité.

Un tel génocide culturel ne toucherait d'ailleurs pas exclusivement les nations historiques actuelles de l'Europe, comme la France, mais toutes les autres nations du monde absorbées par le système Europe-Occident. Euphorisées par le mirage économique de l'Europe-Occident, des nations dotées d'une tradition et d'une originalité puissantes risquent de se laisser intégrer à un tel ensemble et à y trouver le spectre de leur déclin. De ces mixtures exotiques et universalistes, tout le monde et toutes les communautés y perdent et seul le "Système" y gagne...

Mais le mal n'est-il pas déjà en cours ? Y a-t-il encore place dans ce monde pour des nations à **longue mémoire** ? Il est possible d'enrayer le déclin identitaire, mais cela suppose une lutte héroïque. L'exemple d'un tel héroïsme nous vient d'Israël. Aucun peuple n'est plus respectable pour sa fidélité héroïque à son identité et à sa longue tradition culturelle et religieuse. La Grèce-en-tant-qu'Hellade (la Grèce-Hellas ou, mieux, l'Hellade) et Israël co-représentent deux exemplarités, certes profondément différentes mais aussi profondément proches. L'Hellade et Israël portent et cristallisent chacun deux philosophies, deux Idées, deux vues-du-monde, certes antithétiques entre elles, mais représentatives de deux Nations, de deux histoires, de deux destins d'une durée et d'une signification absolument exceptionnelles. Selon Parsons, l'Hellade et Israël sont les deux seules "sociétés-matrices". La profondeur historiale de l'hellénisme et du judaïsme en tant que les deux "solutions" proposées à l'humain, en tant que les deux formes sacrales et politiques entre lesquelles il faille choisir, témoigne de la pertinence de cette remarque de Parsons.

C'est bien pour cette raison que la Grèce-Hellas se doit à elle-même la même intensité de mobilisation et de vigilance pour écarter la menace du déclin identitaire que celui dont a fait preuve Israël. Un tel effort ne peut être que bénéfique pour le monde et l'ensemble des peuples. Des nations fidèles à leur longue mémoire constituent des points d'ancrage et de ralliement, des bornes d'enracinement, des données stabilisatrices dans un monde par trop fluide et incertain, dans un monde trop mouvant.

Que l'un - Israël - fixe par ses racines les sables du désert qui la limite et que l'autre - la Grèce-en-tant-qu'Hellade - par ses rocs dressés face aux lames de l'Egée apaise et dresse la mer qui l'entoure, cette mer qui est l'ultime frontière de l'Europe.
Que le Dieu d'Israël veille sur son peuple, le peuple du désert, et que les dieux de la Grèce veillent sur leurs peuples, les peuples de la mer et de la forêt, les peuples d'Europe. Mais nos dieux n'accorderont protection à leurs peuples que s'ils ne préfèrent pas à leur appel celui de l'Occident.

Jason HADJIDINAS.
Recteur de l'Université d'Athènes.
Ce texte est la communication finale d'un colloque tenu en octobre 1984 avec, pour thème, ***Le déclin.***

NOTES

(1) Julien ***FREUND****, célèbre professeur de politologie à Strasbourg, vient de faire paraître aux Editions Sirey (Paris) un ouvrage intitulé* ***La décadence.*** *Cet ouvrage est distribué en Belgique par la librairie juridique Bruylant (Bruxelles).*

(2) Jason ***HADJIDINAS*** *évoque ici la guerre grèco-turque de 1922-1923.*

LES RACINES de la MODERNITE

L'histoire de l'Europe se confond à l'histoire des maîtrises que ce continent n'a eu de cesse d'opposer à chaque défi, comme autant de déploiements nouveaux de son originalité et de son identité. Or, aujourd'hui, l'Europe est menacée dans sa substance, menacée dans les structures mêmes de son identité. L'Europe risque désormais une modification fatale de son essence, de ces appartenances organiques : **l'Europe risque de ne plus être elle-même.** L'Europe est menacée de **déracinement.**

L'alternative de notre Nouvelle Ecole propose le **réappropriement de nos origines** pour neutraliser la menace de déracinement, en même temps qu'elle tirera de ce fonds commun, de cette spécificité réveillée, la solution moderne de la crise qui secoue notre société. Cette affirmation nécessite, à cet endroit, une définition des notions de **modernité** et de **crise.**

la modernité se confond à la poésie. Elle est pression sur l'Histoire en même temps que l'expression d'une solidarité.

Toute tradition véhicule un substrat, une essence enracinée, qui traverse le temps et modèle le monde, immuable dans sa spécificité, identique dans ses structures mais perpétuellement nouvelle dans sa forme : la tradition véhicule un substrat qui **change sans se modifier.** Ce substrat constitue le legs organique, spécifique de chaque peuple et de chaque culture, la matrice écologique et biologique, **originelle** et **originale** de leur façon d'être-au-monde. Mais aussi le lieu mythique où s'entrelacent l'instinct du **vouloir-être** et la conscience du **vouloir-faire** dans la même volonté du **devenir.** Là est le lieu générique de leur volonté de puissance, lieu permissible de leur histoire et de leur complétude (**Vollendung**), lieu immémorial où se rejoignent le début et la fin, le passé et l'avenir **car là est le lieu d'où saille l'origine par où se dévoile le monde et dont dépend le destin. HEIDEGGER** dit : "Ce qui est à l'origine demeure toujours un à-venir, demeure constamment sous l'emprise de ce qui est à venir". Et encore : "Le passé est toujours avenir" (**"Herkunft aber bleibt stets Zukunft"**). Là est le lieu de la "puissance pré-formée" dont parle Ernst **JÜNGER**, puissance virtuelle que l'action créatrice de l'homme "met en forme", à chaque génération, la faisant s'éclore dans une épiphanie de figures et d'idées, de structures et de concepts. De cette forme d'innovation, de ce buissonnement de puissance, de ce renouvellement des énergies, de cette mobilisation permanente des volontés fondatrices, de la réactivation incessante de cette virtualité enfouie, immobile, dans le substrat organique d'un peuple, naît, précisément, le renouvellement, la re-création, c'est-à-dire l'**originalité.** De cette imbrication d'héritage, de forces et de métamorphose, naît, précisément, la modernité, c'est-à-dire, en fait, la **poésie** quand on se souvient avec **HÖLDERLIN, POUND, BENN** et **HEIDEGGER** que toute poésie authentique est d'abord fondatrice, créatrice de la forme et de l'idée : "Ce qui demeure, les poètes le fondent" (**HÖLDERLIN**). Nous l'appellerons modernité de **consistance** par opposition à la modernité **d'apparence** que véhiculent certaines modes épisodiques ou certains snobismes.

Toute modernité authentique est donc appelée à véhiculer une détermination nouvelle des valeurs, c'est-à-dire une épiphanie de puissance capable de mobiliser un peuple sur l'axe d'une poussée créatrice qui imprime un sens nouveau à la vie. Toute modernité authentique est donc **fondatrice d'une conception du monde et donnatrice de sens.** Ce qui signifie que toute modernité authentique sera à la fois le **lieu** à l'intérieur duquel les hommes font l'Histoire et le **lien** par lequel les hommes, mobilisés à la réalisation d'un but commun, vont pouvoir se **solidariser.** A la **pression** qu'elle exerce sur l'Histoire et à l'**expression** communautaire qu'elle réinvente, on départagera la modernité de consistance de la modernité d'apparence, la modernité authentique de la mode ou du snobisme.

La modernité organique fonde un âge nouveau de la culture.

A l'intérieur de la perspective existentialiste, nominaliste et différencialiste où nous nous situons, il ressort que la modernité de consistance sera **organique** ou ne sera pas. Nous savons, en effet, que de tout enracinement saille un héritage en perpétuel devenir. Ce qui signifie que plus une modernité se rattachera à un héritage, plus elle maximalisera son authenticité et son originalité. Allons plus loin : la modernité organique ne modifie pas le substrat, l'essence enracinée qui véhicule l'état d'esprit d'un peuple, son approche et son interprétation mentale des forces vitales, naturelles, cosmogoniques, c'est-à-dire sa façon **caractéristique** de s'immerger dans le monde ou de le refuser, de le dominer ou de s'y soumettre, de le sacraliser ou de le relativiser. En ce qui nous concerne, il s'agit de l'état d'esprit indo-européen, que nous sommes libres de **renier** mais que nous ne pouvons pas **nier** parce qu'il nous fonde dans le monde et dans l'Histoire.

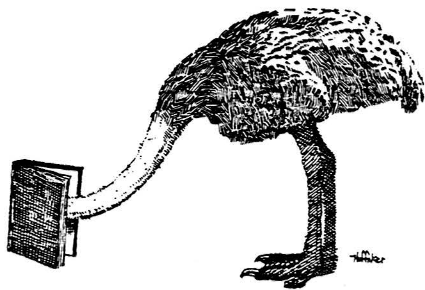
Cet esprit est enraciné dans la volonté de puissance, esprit faustien qui sublime le risque et dont nous retrouvons le fil conducteur, ininterrompu malgré l'accident idéologique du christianisme, depuis les premières manifestations culturelles des Indo-Européens, manifestations prométhéennes par essence, jusqu'à la conquête actuelle du cosmos. C'est cet état d'esprit, identique à lui-même à travers tous les bouleversements de l'Histoire, des choix politiques opposés, qu'il s'agit, aujourd'hui, **de tenir éveillé.** Cet esprit qui replonge la vie dans l'immanence, c'est l'esprit de l'être-dans-le-monde (**In-der-Welt-Sein**) pour employer le langage d'**HEIDEGGER.** La modernité consiste à assumer cet héritage - donc cet esprit - en le sublimant, c'est-à-dire en s'y reliant dans le moment même où elle le dépasse en réinventant une forme, un ordre, une structuration, dans le moment même où elle re-crée une table des valeurs qui ré-adapte, qui ré-installe l'homme dans son nouveau destin. La modernité organique annihile par conséquent jusqu'à l'idée d'un quelconque repli sur le passé, d'un quelconque mouvement de réaction qui retourne au passé chercher la sécurité des anciennes valeurs parce que manque le courage d'en fonder de nouvelles. La modernité organique crée, par définition, un âge nouveau de la culture sur la base de valeurs d'autant plus révolutionnaires qu'elle les ré-enfonce dans la matrice qui les détient et les possibilise : la sensibilité primordiale, l'état d'esprit originel d'un peuple, cet héritage indissociable de son identité, ce devenir à l'état de latence dont la modernité, précisément, permet le déploiement quand elle assume le risque de dépasser une époque pour ré-accomplir le destin, c'est-à-dire en re-créant aux hommes un lieu de la pensée, un champ des valeurs, un projet communautaire nouveaux qui leur permettent de se ré-immerger dans l'Histoire. La modernité organique défriche donc des sentiers à l'intérieur d'un terroir qui, lui, ne change pas.

A l'inverse, une modernité inorganique, que nous dirons de **rupture**, se révèle toujours incapable de mobiliser durablement un peuple sur l'axe d'une idée et d'une forme qui n'éveillent pas, à la longue, une **résonance** profonde dans quelque fosse enfouie de son inconscient collectif. Cette modernité-là se révèle inauthentique du fait qu'elle ne peut pas arraisonner dans le temps un projet fondateur qui crée un espace, c'est-à-dire un projet qui crée un style, un sens nouveau à la vie par où les hommes puissent s'élancer à l'assaut d'un nouveau destin, dans le jaillissement d'une nouvelle puissance. Ecoutons **HEIDEGGER** : un peuple "ne se fera un destin que si d'abord il crée **en lui-même** une résonance, une possibilité de résonance pour ce destin, et s'il comprend sa tradition d'une façon créatrice". Cette modernité d'apparence, née de l'étrange, du bizarre, dure le temps que dure **l'effet d'un choc**, c'est-à-dire le temps d'un désordre, d'une incohérence, le temps d'un **ahurissement.** C'est le cas de bien des modes et de bien des snobismes qui sont beaucoup plus les résidus de phénomènes totalitaires et universalisants - phénomènes de déculturation - que les premiers ébats d'une quelconque modernité. L'originalité, en effet, c'est-à-dire la modernité, sourd toujours de l'organique, de l'enraciné à proportion inverse de l'insolite, propriété de tous et de personne, sans attaches donc sans impulsions, digne de toutes les curiosités mais d'aucune estime, sans origine où pouvant s'arraisonner, donc voué au vagabondage et à la désintégration.

Pierre KREBS.
Fondateur du Thule-Seminar (Kassel).

In tiefer Sorge um die Zukunft Europas haben sich beherzte Europäer in einem Arbeitskreis zusammengefunden. Im Rahmen des THULE-SEMINARS wollen sie die Bewusstwerdung der persönlichen und gesellschaftlichen Identität anregen, um auf der Grundlage des volklichen Pluralismus zu einer Neufestsetzung der europäischen Werte zu gelangen, deren Behauptung, Festigung und Ausbreitung die Voraussetzung für das Uberleben unserer europäischen Kultur ist. Diese steht im Begriff, zwischen den aussereuropäischen Mahlsteinen zum Mörtel einer seelenlosen Einheitswelt zerrieben zu werden;

THULE-SEMINAR e.V.
Postfach 41 04 03
D-3500 KASSEL.



NOUS AVONS LU...

LA MORT VOLONTAIRE AU JAPON

Dans les milieux qui se veulent intellectuels, on a peu ou pas parlé de l'ouvrage de Maurice **PRINGUET** sur la mort volontaire au Japon. Bernard **PIVOT** n'a pas cru bon de l'inviter à une de ces soirées télévisées inimitables et intitulées "Apostrophes". Bref, l'intelligentsia n'a pas fait fête à cette étude. Raison de plus pour la lire mais raison insuffisante. Un tel livre nous amène à découvrir non pas la chronologie d'une tradition mais plus profondément la pérennité d'une des valeurs les plus essentielles des peuples : le droit à mourir selon son choix. Choix aristocratique s'il en est et, qui plus est, maintes fois condamné par les autorités ecclésiastiques.

Le titre du premier chapitre (**"Le harakiri de Caton"**) nous donne le ton de tout le livre. Pour **PINGUET**, la question de la "mort volontaire" relève d'une double problématique : celle de l'homme face à son destin et celle des conceptions du monde déterminant le jugement sur l'acte suprême de liberté. Il s'agit donc d'un problème éminement culturel. Le chapitre traitant du suicide de Caton, prétexte à une analyse de la conception traditionnelle païenne face au suicide, relie sans aucun doute le code d'honneur des samourai japonais et celui de l'aristocratie indo-européenne antique.

Il n'y a pas, au fond, de différence de nature entre le code traditionnel des guerriers japonais depuis l'époque Kamakura (XIIème siècle) et l'idéologie indo-européenne de la classe des seigneurs et des guerriers. Déjà, l'Antiquité connait cette césure entre l'école traditionnelle (en l'occurrence les Cyniques et les Stoïciens) favorable aux libertés aristocratiques, dont le mode de suicide, et les écoles qui, selon **PRINGUET**, inspireront la condamnation augustinienne (Pythagoriciens, Platoniciens, Péripatéticiens). Cette différence de jugement sur la "mort volontaire" n'est pas pour **PRINGUET** une simple divergence, de nature accessoire. Il écrit : "L'essentiel est que le Japon ne s'est jamais privé par principe de la liberté de mourir". Ajoutant dans la phrase suivante : "Sur ce point, l'**idéologie occidentale** s'est montrée constamment réticente".

En quelques mots, l'auteur nous permet de bien mesurer l'importance de l'enjeu. Face à "l'idéologie occidentale" (de l'école pythagoricienne à la prohibition radicale du suicide par le christianisme), il existe un courant traditionnel pour qui la mort volontaire est un acte positif et noble. En mourant, écrit **PRINGUET**, Caton a voulu aussi provoquer la renaissance des principes qui mouraient avec lui (pensons à **MISHIMA...**). Cette mort marque une rupture dans l'histoire de l'Antiquité: l'art de mourir, jusqu'alors tenu comme la plus belle preuve d'un courage raisonnable **(tempestiva mors)** devient un acte de lâcheté, condamnable à plusieurs titres. Le christianisme, au Concile d'Arles (452), parlera de **diabolico persecutus furore**. Plus largement d'ailleurs, cette liberté de mourir individuelle, qu'exaltera **Sénèque**, s'appuie sur une conception aristocratique des libertés publiques. Par là même, **PINGUET** resitue avec justesse la question dans un contexte plus large, celui de la culture d'un peuple. Le despotisme d'un seul Dieu, maître de l'univers et de la vie, se conjuguera avec une Cité de Dieu intolérante et totalitaire. L'art de bien mourir y est suspect, dans la mesure où il est une contestation brutale et ouverte de l'ordre du "Souverain Bien" (chez **Platon**), de Dieu lui-même (chez **Augustin**). Comment accepter le suicide qui amoindrit le capital divin ? Question que ne soulève pas le shintoïsme, religion immanentiste. Pour **PINGUET**, le Japon s'oppose à l'Occident, comme, pour nous, l'Europe peut s'opposer à ce même Occident. Il écrit : "A la tendance universaliste de l'Occident platonicien ou chrétien, s'oppose le pluralisme japonais (ou "païen", pourrions-nous ajouter...), à nos doctrines de la transcendance répond un phénoménisme instinctif et primordial qui ne reconnait d'autre absolu que le monde sensible" (p.20). Pour le Japonais, élevé dans la religion de ses pères, "le temps est d'emblée l'être et tout être est temps". Ce mot du philosophe japonais **Dogen** se rapproche, pense **PINGUET**, de ceux prononcés par **Pindare**, **Héraclite** et **Nietzsche** ! Intuition profonde et remarquable que nous faisons nôtre.

Il serait trop long de présenter toutes les richesses de ce livre, qui doit être lu non pas tant pour la puissance de ses visions inter-culturelles (la découverte par **PINGUET** de la parenté entre philosophie présocratique et religion nationale japonaise et, partant, de l'opposition naturelle de l'une et de l'autre à l'Occident) que pour la richesse des références de l'auteur qui puise indifférement dans les deux traditions : indo-européenne (qui plus est, **Nietzsche** est très souvent cité !) et extrême-orientale. Un grand livre, qui confirme notre attachement à nos racines. Celles de notre tradition, celles d'une vraie noblesse de l'esprit. Plus proches de Yukio **MISHIMA** que de **BHL**, nous le sommes sans doute aussi.

A.S.

Maurice **PINGUET**, **La mort volontaire au Japon**, Paris, Gallimard, 1984, 150FF.

LES HOMMES AU MILIEU DES RUINES

Enfin, la réédition tant attendue du grand classique de Julius **EVOLA**, **Les Hommes au milieu des ruines**, est sortie de presse grâce aux efforts conjugués des éditions Pardès et Trédaniel. Dans ce livre, bible politique de la droite dite "traditionnelle" d'Italie et de France dans les années 60 et au début des années 70, Julius **EVOLA** proposait à ses lecteurs une doctrine de l'Etat, une vision à la fois révolutionnaire et conservatrice du politique. La révolution suggérée par **EVOLA**, dans **Les Hommes au milieu des ruines**, est une révolution avant tout métapolitique : il nous exhorte à rejeter tout un fatras idéologique, toute une panoplie de slogans creux qui ont fait des années 55 à 75 un désert pour la culture politique, qui ont consacré ces deux décennies du boom industriel au règne du mesquin esprit de calcul, du pur quantitativisme, privilégiant le profit immédiat, le court terme au détriment de l'immémorial et du long terme. Après cette phase "métapolitique", les institutions dérivées du fatras idéologique dénoncé par **EVOLA** suivront le même chemin : vers le dépotoir de l'histoire. L'exagération dans le culte du profit immédiat, que nous offre le néo-libéralisme, sera indubitablement le chant du cygne des idéaux quantitativistes.

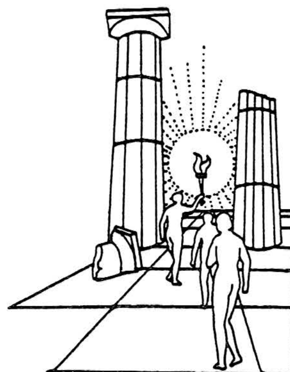
Le conservatisme proposé par **EVOLA**, dans **Les Hommes au milieu des ruines**, est précisément, comme dans toute son œuvre, de renouer avec les fondements de cet immémorial qu'il appelle la **Tradition**. Pour retrouver cette **Tradition**, nous devons simultanément redécouvrir l'idéal "organique", dénoncer la "démonie de l'économie" et la médiocrité du mental bourgeois. **EVOLA** nous offre là une critique conservatrice, puisant aux sources de la vision impériale européenne du Moyen Age, du totalitarisme, du bonapartisme, du machiavélisme, de l'historicisme et du militarisme. Sous le signe de son option résolument "gibeline", **EVOLA** casse au marteau tous les "ismes", idoles d'une ère tristement sociologique, d'une ère sans profondeur, d'une ère amnésique et fière de l'être.

Par rapport à la première édition française des Hommes au milieu des ruines (Les Sept Couleurs, Paris, 1972), Trédaniel et Pardès ont ajouté quatre textes supplémentaires en annexe, dont "Le Mythe Marcuse" et "L'engouement maoïste" où **EVOLA** critique la superficialité des révoltes "hippy" et soixante-huitarde ainsi que l'exotisme niais et têtu qui faisait de la Chine de Mao le totem sacré des révolutionnaires musclés. Mais dans sa critique **EVOLA** ne niait pas la nécessité ni la légitimité d'une révolte. Ce qui le distingue de tous les conservateurs chiasseux.

B.E.

Julius **EVOLA**, **Les Hommes au milieu des ruines**, Traduction française revue, corrigée et complétée par Gérard Boulanger, Pardès/Guy Trédaniel, Puiseaux/Paris, 1984, 281 pages, 85 FF.

Ce livre peut être commandé à notre "service librairie" au prix de 600 FB, port inclus. Pour détails supplémentaires, voir à la page 12 de ce numéro.





THEOLOGIE POLITIQUE

Sur la couverture: une reproduction de l'édition latine du **Léviathan**, "figure représentant le dieu mortel, au corps faits d'hommes, figure à laquelle nous devons paix et protection sous le regard du Dieu immortel" (**HOBBES**). **Der Fürst dieser Welt** (= Le Prince de ce monde) est le premier volume d'une collection prestigieuse qui explorera l'océan quasi insondable de la **"théologie politique"**. L'éditeur reste modeste : il avoue ne reconnaître aucune terre fixe dans cet océan, autrement dit aucun socle méthodologique solide pour cerner cette discipline, aujourd'hui largement évacuée des programmes de sciences-po'. Dès l'abord, avec pareil avertissement, le lecteur risque d'abandonner l'ouvrage à la poussière des bibliothèques, de le percevoir comme une tentative vaine, prétentieuse et inutile. La première chose qu'il convient de faire, pour lui faciliter l'accès de ce monde aussi étrange que fascinant, c'est de définir ce qu'est la "théologie politique".

Première définition

La **Stoa**, déjà, distinguait aux côtés de la théologie physique et de la théologie mythique, une théologie politique, chargée de répondre à une question fondamentale : "Quels dieux le citoyen moyen doit-il honorer pour le compte de l'Etat et quels actes sacrés, quels sacrifices doit-il consentir ?". Dans cette optique, il s'agit des composantes théologiques et cultuelles de l'Etat, que l'on retrouve aujourd'hui encore, sous une forme édulcorée, dans la "civil religion" américaine.

Deuxième définition

"Théologie politique" est un concept forgé en 1922 par Carl **SCHMITT** dans un ouvrage portant le même titre. Le troisième chapitre du livre commence par une phrase-clef : "Tous les concepts marquants des doctrines modernes de l'Etat sont des concepts de la théologie qui ont été sécularisés". Quant au premier chapitre, il commence par une phrase tout aussi déterminante : "Est souverain, celui qui décide de l'Etat d'exception". **SCHMITT** opère là un parallèle entre le **miracle**, qui transgresse, par définition, les lois de la nature, et l'intervention du souverain dans l'ordre du droit en vigueur au sein d'un Etat. Catholique (ou plutôt "catholisant"), **SCHMITT**, en se réclamant des philosophes politiques contre-révolutionnaires (XVIIIème et XIXème siècles) et surtout de l'Espagnol Donoso **CORTES**, réintroduit, dans le discours intellectuel sur le politique, l'antithèse théologique opposant immanence et transcendance.

Dans le sens où l'entend Carl **SCHMITT**, la "théologie politique", c'est le retour des concepts et des représentations théologiques dans la pensée politique concrète. La tâche du politologue sera alors de repérer les "théologies cachées" qui truffent les discours théoriques sur le politique. Toute approche scientifique de la démocratie relève ainsi, selon Carl **SCHMITT**, du domaine de la théologie politique.

Troisième définition

Aujourd'hui, tout un éventail de doctrines et d'idéaux se proclament être des "théologies politiques". Des auteurs allemands comme **METZ**, **MOLTMANN**, **GOLLWITZER**, **SÖLLE**, les théologies dites de la "Révolution" ou de la "Libération", etc. veulent justifier par la théologie, par des arguments théologiques, des engagements politiques divers. Les sceptiques, quant à eux, voient, dans ces spéculations, "un conformisme pour le futur où règnera la prochaine répression" (Odo **MARQUARD**).

Le volume édité par Jacob **TAUBES** vogue entre ces trois formes de théologie politique. Il ressemble à ces "mélanges" offerts à l'occasion d'anniversaires de professeur d'université. Parmi les textes rassemblés, on trouve une brève évocation de Fritz **LEIB**, un théologien "compagnon de route" de **STALINE** ; une analyse de la vision constantinienne d'**AUGUSTIN** ; une recherche sur Hans **BLUMENBERG** et **PETERSON** (deux auteurs abordés par **SCHMITT** dans **"Politische Theologie II"**, recueil de répliques à son ouvrage de 1922) ; une étude sur **KIERKEGAARD**, etc. Le volume ne comprend que des fragments d'analyse, sans fil conducteur, puisque les collaborateurs de **TAUBES** ne cherchent pas à construire ensemble une théologie politique.

Seule exception, Odo **MARQUARD**, qui nous définit une théologie politique du **polythéisme**. L'actuelle philosophie de l'histoire, avancée par les "révolutionnaires" (ou plutôt les penseurs révolutionnaires en chambre) n'est qu'un monothéisme sécularisé, un monomythe, un récit à conter à tous et à chacun. Avant 1750, écrit **MARQUARD**, il existait plusieurs récits qui, par un processus de "singularisation"se sont mués en un récit unique auquel personne ne peut plus se soustraire. "La philosophie révolutionnaire de l'histoire est, sur le mode monomythique, le monothéisme politique actuel. Il est l'auto-corroboration non plus d'un seul empereur (ou monarque) mais d'une seule histoire, d'une seule révolution". Et à côté de cette unique philosophie de l'histoire se serait opéré un "retour du refoulé", c'est-à-dire une recherche de la "polymythie" perdue, recherche qui se révèle dans l'orientalisme du XIXème siècle et dans le culte naïf et agressif voué à la Chine de **MAO** et au Vietnam d'**HO CHI MINH** chez les gauchistes d'il y a dix ans. Un cheminement des Hafis à Ho Chi Minh... Si l'orientalisme est, pour **MARQUARD**, une impasse, il s'est quand même jeté les fondements d'un polythéisme politique éclairé et sérieux, comme, par exemple, le système de la séparation des pouvoirs. Ce système correspondrait au monde d'**Homère**, où les dieux comme les Princes grecs, sont des oligarques. Le polythéisme est dès lors un **oligothéisme** qui, contrairement au monothéisme orgueilleux et sûr de lui, peut mettre son propre déclin en perspective.

Notre époque, toutefois, a scellé l'assomption du pluralisme authentique et inauguré l'âge de l'intégralisme où, tant sur le plan théologique que sur le plan politique, l'on n'a plus le choix qu'entre le monopole et la "commune", entre César et le "royaume de LA Liberté", entre les adeptes de l'autocratie et les libéraux. Dans le domaine de la théologie politique, jadis espace intellectuel quasi réservé aux contre-révolutionnaires (surtout catholiques), s'affrontent aujourd'hui "libéraux" et "révolutionnaires de gauche". Les adeptes de Joseph **de MAISTRE**, de **BONALD**, de Donoso **CORTES** et de Carl **SCHMITT**, résolument campés ailleurs, regardent le spectacle de ce pugilat et lisent attentivement le livre édité par **TAUBES**.

L'intérêt de cette lecture, c'est de se plonger dans un univers étranger aux préoccupations macabrement juridiques ou stupidement économistes qui font de la politique théorique un pensum difficile à s'administrer. L'univers des théologies politiques nous permet de prendre distance vis-à-vis des obsessionnels du statu quo et de leurs platitudes.

Caspar von SCHRENCK-NOTZING.

Jacob **TAUBES** (Hrsg.), **Der Fürst dieser Welt, Carl Schmitt und die Folgen**, Band I der Reihe "Religionstheorie und Politische Theologie", Ferdinand Schöningh/Wilhelm Fink Verlag, Paderborn/München, 1983, 321 pages, 78 DM.

GUILLAUME D'ORANGE

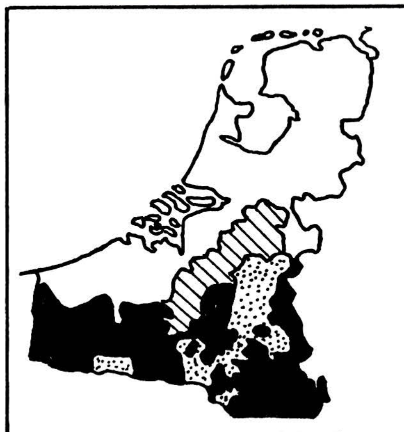
En Belgique, système totalitaire et pernicieusement liberticide plutôt qu'Etat de droit ou "commonwealth" d'un peuple libre, il existe quelques rares espaces de liberté. Nous souhaitons, dans la mesure de nos très modestes moyens, en être un, tout simplement en refusant de prendre en considération les tares multiformes de ce système, en en dressant quelque fois un bilan grinçant.

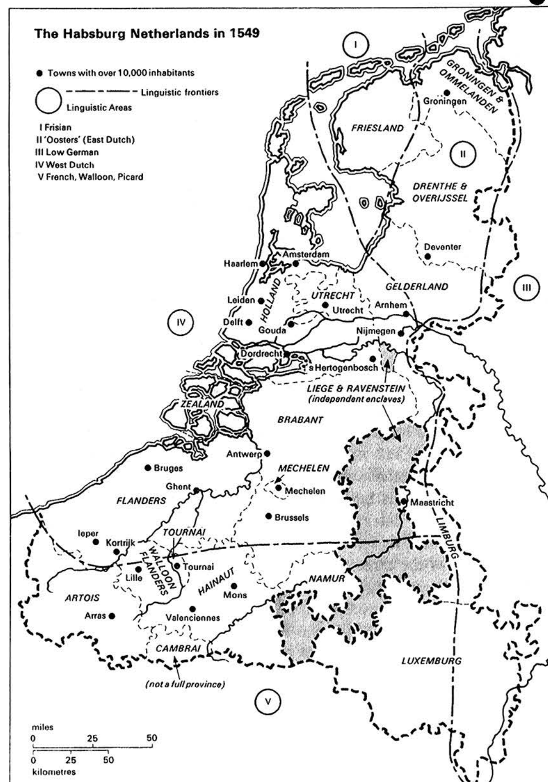
L'écrivain anversois Roger **AVERMAETE** est à lui seul un havre de liberté. Avec une insolence calme, il dénonce le jeu des partis, de la mafia politique, le sinistre guignol des nominations où, toujours, le détenteur de la carte du parti X dans la région Y (ou du parti Y dans la région X) est privilégié par rapport à l'homme qui est tout simplement, trop simplement compétent.

Mais sa verve, **AVERMAETE** ne la tire pas d'un dégoût naturel et spontané des

7







Au-dessus : portrait de Guillaume d'Orange dit le Taciturne (de Zwijger). A gauche, une carte qui illustre le début de la scission des Grands Pays-Bas. En noir, l'Union d'Arras, acquise à l'Espagne. En blanc, l'Union d'Utrecht acquise à Guillaume d'Orange. En hachuré, les zones disputées. En pointillé, la Principauté de Liège qui ne participait pas au conflit, ne relevant pas de la Couronne d'Espagne. A gauche, une carte des Pays-Bas en 1549, montrant leur diversité linguistique. Cette carte est extraite du livre de Geoffrey Parker, ***The Dutch Revolt,*** *Penguin, 1979.*

veuleries politiciennes belges ; il la tire d'une véritable **conscience historique.** Auteur en 1944 d'un ouvrage d'histoire, **Les Gueux de mer et la naissance d'une nation,** qui retraçait l'épopée de ceux qui, sur mer, avaient lutté âprement contre la criminelle soldatesque catholique envoyée par le Roi d'Espagne pour nous imposer ces turpitudes cléricales qui n'ont hélas pas encore cessé de vivre en parasites sur notre corps social, Roger **AVERMAETE** a saisi toute l'importance historique de cette époque troublée, désastreuse pour les Pays-Bas Méridionaux. Cette période fut un désastre car elle a imprimé, de manière indélébile, un esprit de démission dans les cervelles des habitants de ces provinces qui, en 1830, allaient devenir la Belgique. Dans des propos livrés à brûle-pourpoint au **Crapouillot** ("Edition Belge", n°2, octobre 1983), il disait : "... Référez-vous à l'histoire. A l'époque des dix-sept provinces, on aurait pu aboutir à un résultat, mais les catholiques ont tout fichu en l'air. Si on avait lutté contre les Espagnols, l'histoire aurait pu prendre une tournure différente. Le sud a laissé tomber les armes, tandis que les provinces du nord ont tenu bon. Le régime espagnol, ensuite tous les autres jusqu'au hollandais, voilà ce qui continue à peser sur nous. C'est cette empreinte qui nous rend **moutonniers.** Se moquer de l'occupant, c'est délicieux. Mais on ne combat pas. Cet état d'esprit vient tout droit de notre formation politico-religieuse; aussi n'insistera-t-on jamais assez sur l'influence des catholques. Leur intransigeance a toujours pesé et continue à peser sur notre vie politique. Même aujourd'hui on ne peut discuter avec les Catholiques que lorsqu'ils doivent composer. En conclusion, j'avancerais ceci: sous la domination espagnole, les meilleurs d'entre nous sont partis. Les **moutons** sont restés. Nous sommes, nous, les descendants des moutons. Que pourrions-nous faire d'autre qu'une politique moutonnière ?".

C'est là tout le sens de l'oeuvre historique d'**AVERMAETE.** Les éditions Payot de Paris ont eu l'heureuse initiative de rééditer son **Guillaume d'Orange** (1939) à l'occasion du quatre centième anniversaire de l'assassinat (10 juillet 1584), par un catholique fanatique du nom de Balthazar **GERARD,** de ce Prince qui fut, pour les Pays-Bas, le "Père de la Patrie". Nous en recommandons chaleureusement la lecture, à une époque où l'histoire n'est plus exemplative mais tristement quantitative, où elle ne cherche plus à raviver des potentialités historiques mais où elle s'enfonce dans la compilation de détails para-historiques sans importance. **Le Guillaume d'Orange** d'**AVERMAETE** est le récit d'une rébellion exemplaire que, devenus trop lâches, nous n'osons plus imiter. Une rébellion dont nous ne ressuscitons plus l'esprit **contre** nos oppresseurs actuels : catholiques, libéraux, américanolâtres, socialistes francolâtres et pseudo-fédéralistes et profiteurs opportunistes de l'espèce si bien décrite par **ZINOVIEV.**

La réédition du livre d'**AVERMAETE** est sans doute la seule initiative prise en "Belgique romane" pour commémorer le quatrième centenaire de la mort tragique de Guillaume d'Orange. En revanche, dans le mouvement flamand, presqu'aussi peu connu dans ses assises intellectuelles en Wallonie et en France que la religiosité des indigènes de Papouasie, les rappels historiques, les hommages au Taciturne se sont succédés tout au long de cette année 1984 : notre rédaction a reçu successivement un **Willem van Oranje** de Walter **BRIJS** (Oranjejeugd, 1983), ensuite, plusieurs textes dans le **Zannekin Jaarboek 6,** revue prestigieuse que nous avons déjà évoqué dans ces colonnes (Cf. **VOULOIR** n°5, p.8) et un numéro spécial, fort bien documenté, de la revue **Dietsland Europa** (1984 nr. 8/9, aug./sept. 1984). Dans ces trois publications, on distingue deux tendances historiographiques nettement différentes.

La première cherche à démontrer l'indéfectible unité des Dix-Sept Provinces **au-delà** des clivages linguistiques. L'autre démontre que la scission de ces Dix-Sept Provinces est due essentiellement aux différences de mentalité entre ressortissants des provinces de langue germanique (thioise) et provinces de langues romanes (wallones et picardes). Cette querelle historiographique a eu des retombées en notre siècle où, avant-guerre, des cercles nationalistes flamands penchaient pour une historiographie "grootnederlandsch", c'est-à-dire une historiographie qui cherchait à distinguer deux communautés de destin, l'une thioise, l'autre romane. L'historien néerlandais **GEYL** appartenait à cette tendence. Parallèlement au courant "grootnederlandsch", d'autres milieux mettant également en cause l'historiographie officielle belge, comme le VERDINASO de Joris **VAN SEVEREN,** tentaient de prouver et de justifier une communauté de destin identique aux provinces romanes et aux provinces thioises de l'ancien "Cercle de Bourgogne" du Saint-Empire.

Cette querelle d'ordre historique est consubstantielle au mouvement flamand et aux cercles, cénacles et sociétés de pensée qui ont mis en cause l'orientation trop latine (et, ipso facto, trop catholique et trop méridionale) et trop "française" de l'historiographie belge officielle. Elle n'a pas cessé et, surtout, ne s'est pas limitée aux seuls mouvements nationalistes. Une longue étude s'avérerait nécessaire pour classer toutes ces tendances, pour les accrocher aux options philosophiques plus conventionnelles (catholique, libérale, socialiste) du monde politique belge. Une chose est toutefois certaine : le mythe populiste, qui préside incontestablement les deux historiographies alternatives que nous mentionnons, traverse tout le corps social flamand et trouve quelqu'écho chez de rares auteurs francophones. Le nationalisme populiste demeurera envers et contre toutes les pesanteurs idéologiques, qu'elles soient catholiques, libérales ou socialistes. C'est à ce nationalisme populiste qu'appartient l'avenir. Laissons donc aux intellectuels flamands et aux rares spécialistes wallons ou français, conscients de cet enjeu, le soin de trancher dans la querelle, de choisir leur option. Bornons-nous à exposer les points de vue de chaque protagoniste du débat.

Walter **BRIJS** appartient au clan de ceux qui considèrent l'ex-Cercle de Bourgogne (ou Dix-Sept Provinces) comme un tout indivisible. **BRIJS** est de ceux qui déplorent le démembrement des Pays-Bas entre cinq Etats (Pays-Bas, Belgique, Luxembourg, France, RFA). La conclusion de son opuscule exprime clairement son option. Pour lui, **Guillaume d'Orange** est un exemple, tant sur le plan humain que sur le plan politique. La personnalité de **Guillaume d'Orange** incarne un modèle de tolérance et de tenacité ; elle incarne l'harmonie de ces deux vertus souvent inconciliables. Le Prince d'Orange nous enseigne, par-delà les siècles, à ne pas agir, en politique, par sectarisme idéologique et à ne pas, d'emblée, considérer ses propres opinions comme seules valables. Selon **Guillaume d'Orange,**

écrit **BRIJS**, la politique est la résultante d'un enchevêtrement de courants d'idées très différentes. Etre "taciturne", c'est se mettre à l'écoute de cette diversité.

Sur le plan politique, l'exemplarité du Prince tient à sa qualité de rassembleur des Dix-Sept Provinces en un seul Etat moderne. Le rassemblement de cette diversité reposait sur deux institutions: le **"Raad van State"** ("Conseil d'Etat") et les **"Staten-Generaal"** (les Etats-Généraux). Le Raad van State représentait les provinces tandis que les Staten-Generaal étaient l'assemblée où germaient les décisions des provinces. C'est là, pour **BRIJS**, l'idéal parfait du **fédéralisme** qui, par essence, est **fédérateur** et non diviseur comme l'est aujourd'hui le "fédéralisme" proposé par les politiciens belges. Ce fédéralisme-là, ou, plutôt, ce pseudo-fédéralisme, est la division d'un Etat en plusieurs morceaux, division décidée d'en haut, depuis des cénacles sans prise sur la réalité économique et où la conscience historique brille par son absence. La **fédération** rassemble en un faisceau des communautés naturelles, le pseudo-fédéralisme divisionnaire crée des micro-étatismes de substitution qui parachèvent le processus de morcellement des Dix-Sept Provinces en cours depuis le XVIème siècle. **BRIJS** estime que la Belgique subit ce processus de division parce qu'elle est basée sur de faux principes qu'il convient de remplacer par des principes plus réalistes et plus organiques. La haine ne peut engendrer ces principes. Seules la lucidité et la clairvoyance le peuvent.

L'opuscule de **BRIJS** n'insiste pas sur les réactions différentes à la Réforme et à la politique du Prince d'Orange enregistrées dans les provinces romanes et dans les provinces thioises. Il estime la situation trop complexe et découvre dans chaque espace linguistique des adversaires et des partisans du Prince et de la confession calviniste. Devant l'avance victorieuse des troupes espagnoles, ses partisans "romanophones" fuient et s'installent en Hollande, en Allemagne et essaimeront jusqu'en Angleterre, en Prusse et en Suède. Seuls attentistes et adversaires demeureront dans les provinces romanes.

Le rôle joué par les provinces romanes dans les événements du XVIème siècle constitue l'objet d'âpres discussions parmi les historiens du mouvement flamand. Si **BRIJS** appartient à la tradition qui souhaite un modus vivendi entre Wallons et Flamands au sein d'une confédération "bénéluxienne" et refuse toute perte de territoire supplémentaire, tout morcellement futur, les éditeurs de **Dietsland Europa** envisagent l'avenir de leur peuple dans une entité exclusivement thioise, regroupant Néerlandais du Sud (Flandre belge) et du Nord (Pays-Bas actuels). Face à ce bloc thiois ("diets") que deviendra la Wallonie ? Bert **VAN BOGHOUT**, rédacteur en chef de la revue, estime que c'est aux Wallons de choisir entre trois options : 1) devenir une mini-république condamnée à la misère sociale et au sous-développement économique; 2) devenir le Xième département d'une France "à moitié africanisée" (sic!); 3) choisir un modus vivendi avec une Flandre qui entend conserver une autonomie totale, garder Bruxelles, rejeter toute forme de solidarité "belge" et protéger les Flamands émigrés en Wallonie. Le moins qu'on puisse dire, c'est qu'il ne se trouvera que fort peu d'hommes politiques wallons pour admettre l'une ou l'autre de ces trois solutions. **VAN BOGHOUT** condamne le "revival" de l'idée "bourguignonne" des Dix-Sept Provinces indivisibles, même si, dans l'histoire, on observe une indiscutable convergence entre ces duchés, comtés et autres principautés. Cette convergence est cependant vieille de quatre ou cinq siècles. Réalisée par des ducs français (bourguignons en l'occurrence), cette convergence a renforcé, dit **VAN BOGHOUT**, la francisation, donc l'aliénation, de la population des territoires thiois, processus qui a pris fin il n'y a que quinze ou vingt ans.

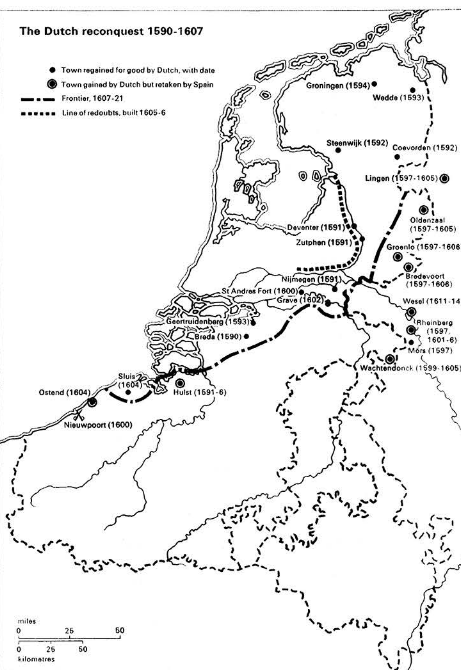
Reste un problème historique à résoudre: si **Guillaume d'Orange** est le "père de la patrie" néerlandaise, sa politique n'a pas toujours été exempte d'erreurs stratégiques. Le Prince, à un moment donné, a entrevu la possibilité d'une collaboration militaire avec la France, moyennant la rétrocession de territoires appartenant aux Pays-Bas. Quant aux nobles wallons et picards, siégeant aux Etats Généraux, ils ont fini par adopter une politique hostile à Guillaume qui, à leurs yeux, laissait trop de latitude aux calvinistes d'Anvers et de Gand qui suggéraient, comme Thomas **Müntzer** en Allemagne, une "république égalitaire". Surnommés "malcontents", ces nobles créeront l'Union d'Arras, anti-calviniste, qui passera rapidement sous contrôle espagnol : ils ne voulaient ni le révolutionarisme social calviniste, qui mettait leurs privilèges en danger ni, et cela **VAN BOGHOUT** ne le dit pas, l'annexion à la France, jugée "ennemie héréditaire" en Hainaut même si, à Liège, elle est la "mère protectrice" des Wallons. Hennuyers et Principautaires n'ont pas la même opinion quant au passé et à l'avenir de la Wallonie alors que le nationalisme flamand forme un bloc plus homogène, même si "libre-pensée" et "catholicisme" s'y querellent quelques fois.

Les "Malcontents" wallons, artésiens et picards du XVIème siècle ont choisi la carte espagnole, ont choisi le Plan d'Alexandre **FARNESE**, général du roi d'Espagne, que l'historien "belge unitariste" Léon **van der ESSEN** (in: **Alexandre Farnèse et les origines de la Belgique moderne 1545-1592**, Office de Publicité, Bruxelles, 1943) désignait comme le fondateur réel de la future Belgique, puisqu'il avait reconquis les provinces thioises des Pays-Bas méridionaux. La Belgique est, et par là nous retrouvons la pertinence d'**AVERMAETE**, une création essentiellement cléricale, un espace gagné de force à la Contre-Réforme.

Rob **van ROOSBROECK**, historien brillant et rédacteur à la fois de **Dietsland Europa** et du **Zannekin Jaarboek 6**, récapitule le paysage géopolitique de ce XVIème siècle et nous révèle les projets annexionnistes des Français et des Anglais aux dépens des Dix-Sept Provinces. **Orange** aurait souhaité une alliance militaire avec les Princes protestants d'Allemagne du Nord, de façon à lancer une attaque massive contre les armées "papistes". Mais les Princes luthériens haïssaient les calvinistes révolutionnaires que le Prince d'Orange ménageait, fidèle à son sens du compromis et à son respect des diversités. Résultat: les princes allemands le laissent tomber, scellant là la scission définitive entre les Pays-Bas et le reste du Reich, officialisée par les traités de 1648 (Cf. **VOULOIR** n°7).

"J'y suis contraint" dira **Guillaume d'Orange**, en jouant la carte française, **Anjou** étant lui aussi ennemi de la Couronne d'Espagne. L'Angleterre élizabéthaine cherche d'abord à conjurer l'alliance franco-écossaise (Marie Stuart) et craint que la Flandre, fief français jusqu'à **Charles-Quint**, ne devienne base de départ d'un assaut français contre le Kent. **Elizabeth Ière** et son ministre **BURGHLEY** préféraient voir les Espagnols en mauvaise posture en Flandre que d'y savoir les Français sûrs d'eux-mêmes et solidement implantés. Ni l'Empire (catholique et allié de l'Espagne comme les "Malcontents") ni les Princes luthériens ni l'Angleterre n'auraient admis l'annexion de territoires relevant du Cercle de Bourgogne au Royaume de France. Dans le cas d'une défaite totale des Espagnols, l'ambassadeur anglais **WALSINGHAM** prévoyait et craignait une partition du Cercle de Bourgogne, où la Flandre et l'Artois retourneraient à la France, la Hollande et la Zélande deviendraient en compensation protectorats anglais et le reste, relevant de l'Empire, resterait à **Guillaume d'Orange**. La neutralité des Pays-Bas et de la Belgique du XIXème siècle est le fruit d'un accord tacite des puissances périphériques, accord où l'Angleterre tire le meilleur profit puisque seuls de petits Etats faibles contrôlent les côtes qui lui font face et le delta Rhin/Meuse/Escaut. Du XVIème siècle à 1914, on perçoit la continuité de la politique anglaise.





Portrait d'Alexandre Farnèse. Carte de la reconquête des Pays-Bas contre l'Espagnol (1590-1607).

Mais au fonds, Français, Anglais et Américains d'aujourd'hui ne verraient pas d'un si mauvais oeil la désagrégation du Bénélux. Le mouvement flamand nous livre une histoire des régions de l'actuel Bénélux qui échappe aux triomphalismes simplets des cénacles officiels, une histoire qui raisonne très justement en termes de rapports de force. C'est la raison de s'y plonger, d'en apprendre les rouages, indépendamment des options qui s'offrent à l'historien, qu'elles soient "grootnederlandsch" ou "bourguignonnes". Chacune de ces options souligne des possibles, des virtualités, des intentions qui ne meurent pas malgré des défaites historiques tangibles.

S.H.

Roger **AVERMAETE, Guillaume d'Orange dit le Taciturne 1533-1584**, Paris, Payot, 1984, 255 p., 90 FF.
(Pour situer le XVIème siècle dans le contexte global de l'Histoire de "Belgique" selon ***AVERMAETE****, il convient de lire sa* ***Nouvelle Histoire de Belgique****, Editions Jacques Antoine, Bruxelles, 1983, 588 p., 800 FB. Tout l'humour corrosif d'****AVERMAETE*** *est présent dans cet ouvrage sublime !)*
Walter **BRIJS, Willem van Oranje 1533-1584**, Oranjejeugd, Malle, 1983, 52 p.
Cet opuscule est disponible à notre service librairie au prix de 100 FB + 20 FB (port).
Jaarboek Zannekin 6, Ieper, Stichting Zannekin, 1984, 144 p.
Ce numéro 6 du Zannekin Jaarboek est également disponible à notre service librairie au prix de 450 FB + 35 FB (port).
Dietsland Europa, n°8/9-1984, Were di, Antwerpen, 64 p.
Disponible à notre service librairie au prix de 130 FB + 20 FB (port).

Y A-T-IL UNE "SOLUTION LIBERALE"?

Guy **SORMAN**, énarque, professeur d'économie à l'Institut d'études politiques de Paris, n'est pas à proprement parler un "théoricien du libéralisme". Il se déclare plutôt simple "observateur". Premier fruit de ses observations : un livre intitulé **La Révolution Conservatrice américaine** (1983). Cet ouvrage racontait les mésaventures, l'évolution, l'itinéraire des groupuscules et des rassemblements plus importants quantitativement qui avaient donné à **REAGAN** sa première victoire électorale. Ce livre était agréable à lire, nous livrait la toile de fond d'une Amérique "profonde", étrangère à toute forme d'intellectualité. Récemment, **SORMAN** a récidivé avec **La solution libérale**, compilation d'anecdotes, qui vise à montrer ce qu'est le libéralisme réel, concret, aux USA, en Grande-Bretagne thatcherisée, au Japon et en Allemagne Fédérale.

L'avantage stratégique que retirent les libéraux, en panne de théories, de ce livre, c'est de parler du libéralisme sans faire appel à la théorie. "J'ai voulu faire un bilan concret du libéralisme réel tel qu'il se pratique à l'étranger, alors qu'en France on parle sans expérience, par effet de mode d'un libéralisme théorique", déclarait **SORMAN** au **Magazine-Hebdo**, le 7 septembre dernier. Le libéralisme "concret" de **SORMAN**, c'est le retour aux sources mandevilliennes du libéralisme, à une idéologie qui croit, dur comme fer, que le progrès, c'est la somme des actions individuelles spontanées, motivées par l'intérêt, que ces actions soient d'ailleurs des vices ou des vertus.

SORMAN tire de cette vision, issue tout droit du XVIIIème siècle, un libéralisme libertaire, un spontanéisme social créateur et permissif, capable d'intégrer les idéaux de mai 68. Ce libéral-spontanéisme entend se passer de la classe politique, qui vit (grassement) des structures de l'Etat-Providence, qu'elle soit de droite ou de gauche. Quand les membres de l'ancienne majorité, en France, se revendiquent du libéralisme, le sien ou celui de **HAYEK**, **SORMAN** parle de hold-up idéologique. Pour lui, le libéralisme ne saurait se confondre avec l'absolu patronal et l'absolu politique : il ne serait alors qu'une réaction conservatrice sans lendemain. Le libéralisme de **SORMAN** est par essence anti-politique et il se résume à un principe simple : **la supériorité de l'ordre spontané sur l'ordre décrété.**

Le recours à la spontanéité permet beaucoup d'approximation, beaucoup de conclusions hâtives. C'est le reproche majeur que Pierre **ROSENVALLON** adresse au dernier livre de **SORMAN.** Après la dissolution du marxisme primaire de notre après-guerre, héritier du marxisme vulgaire que **DE MAN** avait déjà exécuté en 1926, on assiste à la naissance de son inversion presque parfaite: le **libéralisme primaire. SORMAN** pose sans doute de vraies questions, écrit **ROSENVALLON,** car "il faut effectivement trouver des alternatives à la crise de l'Etat-Providence, définir des substituts aux régulations keynésiennes d'avant la crise, réduire l'opacité et accroître l'efficacité des services publics, juguler les effets pervers de certaines politiques sociales, limiter les rigidités corporatives, etc." (in **Le petit Hayek illustré**, in **L'Expansion**, 2/15 nov. 1984).

Malheureusement, **SORMAN** n'offre aucune solution. Il se borne à remplacer les slogans keynésiens par des slogans néo-libéraux. "A bas l'Etat, vive le Marché !". Même si son plaidoyer a-théorique est difficilement réfutable, à cause, précisément, de son a-théoricité, il convient de rappeler quelques principes qui proclament la mort historique du libéralisme mandevillien, matrice de tous les autres depuis deux siècles, et quelques réalités qui prouvent que les succès économico-politiques américains et autres d'aujourd'hui ne doivent rien aux vieilles recettes libérales.

REAGAN et **THATCHER** n'ont pas arrêté la croissance de la machine étatique. Les dépenses sociales et militaires n'ont pas diminué. **REAGAN** pratique la vieille stratégie politico-économique américaine, dérivée des théories de **CAREY**, qui préconisaient un protectionnisme rigoureux en commerce international couplé à un libre-échangisme à l'intérieur des frontières. Dans cette optique, le politique prime l'économique et l'Etat se voit revalorisé, en dépit du discours idéologique. Le moins qu'on puisse dire, c'est qu'il n'y a pas disparition de l'Etat.

Si l'on croit que les vices et les vertus des individus suscitent le progrès, on se place résolument dans une optique fausse : seules quelques sociétés extrêmement urbanisées dévoilent une atomisation excessive du tissu social (Paris, Bruxelles, New York,...). Dans notre vaste monde, on constate que les sociétés économiquement performantes, comme le Japon, sont celles où les cohésions naturelles (familiales, claniques, travail noir en Italie, etc.), religieuses ou national-religieuses (shintoïsme, Sikhs, diasporas juive et grecque, Maronites) sont puissantes et permettent de faire l'économie d'un système de sécurité sociale rigide. Nos sociétés ont été disloquées par le libéralisme, d'essence individualiste, et ont donc besoin de sécurité sociale.

L'absence de sécurité sociale ne profite qu'à une catégorie d'agents économiques que **SORMAN** distingue parfaitement : la "nouvelle race" cosmopolite qui hante les lieux aseptisés, sans exotisme, des aéroports internationaux, des hôtels, des sièges des multinationales, des grands magasins. Une nouvelle race sans coeur et sans racines, une nouvelle race qui n'a pas le temps de faire des enfants et qui a l'égoïsme abject de refuser aux autres de nourrir décemment les leurs, une nouvelle race sans poésie, toute préoccupée de chiffres et de statistiques sans fondements, ersatz des antiques lectures d'entrailles. Cette nouvelle race ne laissera guère de traces dans l'histoire. La crise balaiera cette engeance peu reluisante de spéculateurs, au profit de producteurs liés à un sol et à une communauté. Les Japonais nous démontrent que les racines ne sont nullement des freins à l'économie. En matière sociale, il y a indubitablement un obscurantisme libéral pour lequel tout agrégat historique constitue une absurdité. **SORMAN** tombe à pieds joints dans ce piège.

Intégrer les idéaux de mai 68, pour **SORMAN,** c'est injecter le cosmopolitisme dans les moeurs. C'est prendre acte du **Testament de Dieu** en économie, comme B.H. **LEVY** et Guy **SCARPETTA** (**Eloge du cosmopolitisme**, Grasset, 1981) l'ont fait en littérature : même horreur des racines, même goût pour le brassage des hommes et des marchandises. Hélas quand on prend les vingt mets les plus délicieux et qu'on les mélange, on n'obtient qu'un infâme brouet.

Se passer d'une classe politique désuète : bonne idée ! A la classe politique qui asseyait son pouvoir sur des discours (creux) idéologiques et moralisants, religieux et hypocrites, ne saurait succéder la "nouvelle race" sans perspective d'avenir, incapable de raisonner à long terme. A la classe politico-idéologique succèdera une classe politique d'ingénieurs qui substitueront la compétence et la production à la spéculation et à la publicité et d'historiens qui opposeront la luxuriante diversité de l'histoire, le sens du long terme, aux slogans faciles et aux "testaments de Dieu" froids et arides. Il y aura "lutte de types" et la "nouvelle race" sormanienne s'évanouira comme un mauvais souvenir le jour d'une fête.

Enfin, l'approximatif et le hâtif sormaniens se révèlent à la page 150 de **La solution libérale**, où **SCHUMPETER** est entrevu comme un théoricien précurseur du néo-libéralisme. C'est classer le grand économiste autrichien un peu vite. Pour **SCHUMPETER**, la lutte des classes provient précisément de la haine que suscitent les spéculateurs chez les "types" humains enracinés. Thorstein **VEBLEN**, sociologue américano-norvégien du début de ce siècle, a repris cette thèse en valorisant le rôle de l'ingénieur par rapport à la "classe des loisirs" (leisure class), vivant du fruit de ses spéculations.

Autre grosse lacune de **La solution libérale** : trop de références américaines. L'Amérique n'est pas l'Europe. L'économie européenne n'a pas besoin d'une solution américaine mais d'une solution autochtone, tenant compte de notre continuité historique. Au fond, il n'y a pas de "solution libérale", il y a un rêve, une chimère libérale dont se passent aisément les peuples éveillés.

M.F.

Guy **SORMAN, La solution libérale**, Paris, Fayard, 1984, 285 p., 74 FF.



Portrait d'Adam Smith, père fondateur du libéralisme et théologien recyclé. Tout son système, réputé matérialiste, se fonde en réalité sur les derniers vestiges de la théologie chrétienne médiévale. Si le fondement de l'économie est l'égoïsme, aucune solidarité sociale et politique n'est possible.



RECIPROCITE GENERALE ET "BONNE ECONOMIE". KOLM RECIDIVE !

Quel est le meilleur système économique et social possible ? Vieille question. Si un livre affirme y répondre, c'est peut-être une raison de ne pas le lire, de le ranger parmi les innombrables traités ennuyeux et banals qui n'ont jamais eu d'impact. Mais quand l'inclassable Serge-Christophe **KOLM** tente d'y répondre, avec l'appui de ses thèses surprenantes, on s'empressera d'ingurgiter le volume avec avidité. **KOLM** a des formules sobres et inactuelles: "La bonne société est faite d'hommes bons". La bonté, écrit-il, c'est de mettre en avant l'altruisme, la solidarité volontaire.

Pour ce professeur français, à la fois économiste et philosophe, la formule d'avenir, c'est "**Ni Plan ni Marché** (du moins comme système principal): la **Réciprocité**". La situation naturelle des hommes, c'est de s'entraider et de se soutenir mutuellement. Basées sur une philosophie individualiste, les économies de Plan et de Marché créent, selon **KOLM**, des relations sociales exploitrices et aliénantes, divisant et opposant les hommes au lieu de les unir. Les dominations, les jalousies, les concurrences et les craintes que ces systèmes engendrent, **ZINOVIEV** (Cf. **ORIENTATIONS** n°1 et **VOULOIR** n°7) les a parfaitement décrites dans son **Communisme comme réalité**. Un ouvrage à lire parallèlement à celui de **KOLM**. La Bonne Economie, c'est donc celle de la **Réciprocité générale**. **KOLM** explique, dans les 472 pages de son ouvrage que la Réciprocité a de l'avenir, grâce à la transformation du travail (qui ne signifie pas la disparition du travail). **KOLM** veut concilier bien-être et progrès, éthique et efficacité, performance industrielle et justice sociale.

La réalisation concrète d'une économie de Réciprocité passe par la diffusion d'une **information** maximale. Et "information" postule une connaissance approfondie du mental humain, de ses faiblesses et de ses possibles. "Même dans son état actuel, la science de l'homme est une mine scandaleusement inexploitée de savoirs factuels et analytiques utiles, nécessaires ou indispensables pour connaître les possibles sociaux et comprendre ou réaliser les transformations des sociétés" (p.237). Un usage efficace des sciences et des connaissances factuelles laissées en jachère se heurte, écrit **KOLM**, à **trois scandales**. Le premier, c'est l'indigence intellectuelle de toutes les idéologies politiques actuelles par rapport à ce que la connaissance sociale permet de dire. Les exemples sont multiples pour toutes obédiences. Cela est lié à l'importance des fonctions psychosociales de type religieux des idéologies par rapport à celle de leur rôle cognitif. Le slogan, ou la justification simpliste lui ressemblant, y est plus prisé que l'analyse objective, pondérée, élaborée. L'émotion, l'élan commun, y ont plus d'attrait que la raison, quoi qu'elles en disent. L'adhésion est prise avec **peu** de connaissances, et celles-ci sont alors tirées et modelées pour obéir aux pré-supposés. (pp.237-238).

Le second scandale, c'est la **sous-optimisation**. Cela signifie que les spécialistes d'un domaine, qui proposent des innovations utiles, ne le font qu'en tenant compte des seuls critères de leur discipline. Le résultat n'est, faut-il le dire, jamais optimal.

Le troisième scandale est la négligence de l'étude des sociétés possibles par rapport à celle des sociétés réalisées (présentes ou passées). En effet, aucune idéologie dominante ne semble admettre que le monde n'a réalisé qu'une petite partie de ses possibles.

Nos sociétés sont une énigme, écrit **KOLM**, car toutes les grandes morales religieuses ou laïques préconisent l'altruisme, le don, la charité, la compassion et condamnent l'égoïsme avec une belle unanimité. Pourquoi alors ces morales qui donnent leurs normes à des milliards d'individus, échouent-elles à ce point à les réaliser ? Pourquoi, dans une culture dominée, dans ses valeurs, par l'altruisme, sentiments et comportements égoïstes et processus sociaux d'échanges et de force qui en découlent sont largement plus répandus que les sentiments et comportements altruistes ?

Avant tout, nous sommes fascinés par l'idée -erronée selon **KOLM**- que l'altruisme ne permet pas une économie productive. L'altruisme a dès lors été oublié des théoriciens, pour lesquels seul l'égoïsme est productif. La faute en incombe aux pères de l'économie libérale classique : **MANDEVILLE** (auteur de **La Fable des Abeilles**) et Adam **SMITH** (**De la Richesse des Nations**). Ces pères fondateurs du libéralisme estimaient que les égoïsmes, en cherchant leur satisfaction, engendraient le bien public, le bien-être généralisé. Adam **SMITH** était théologien au début de sa carrière et croyait, de ce fait, au péché originel. Mais, même s'il y a péché originel, s'il existe le mal et les égoïsmes, Dieu préside l'univers et veut le Bien. Donc le "mal" en tant que fait non réfutable, sert, en fin de compte, le "bien" qui est attribut de Dieu, créateur et fondement ultime du monde. Ce schéma théologique et moral a été transposé dans la théorie économique.

Pour **KOLM**, c'est parce que nous traînons, comme les bagnards leurs boulets, ce curieux mélange théologico-économique que nos sociétés ne parviennent pas à maîtriser la modernité. Les faits nouveaux, les cultures qui sont étrangères à ce schéma nous opposent des "informations" qui ne cadrent pas avec le simplisme bibliste sur lequel **SMITH** a basé son système.

Le système de **SMITH** est anorganique. Celui de **KOLM** veut restituer l'organicisme. Mais ce nouveau livre d'espoir que nous offre **KOLM** manque de données historiques. Il y a pourtant un filon "organique" depuis la fin du XVIIIème siècle, filon tantôt conservateur et nostalgique tantôt socialiste et révolutionnaire. L'Anglais Raymond **WILLIAMS**, professeur à Oxford puis à Cambridge, avait publié en 1958, un livre devenu "grand classique" outre-Manche, intitulé **Culture and Society 1780-1950**, où il nous montrait le télescopage de la nostalgie conservatrice d'un **BURKE**, triste que la Merry Old England ait dû céder la pas à la grisaille, aux noirs corons de la civilisation industrielle, et du messianisme d'un Robert **OWEN**, qui voulait extraire la classe ouvrière anglaise de l'uniformité industrielle et la ramener vers un monde plus fraternel. Des précurseurs de l'altruisme de **KOLM** ?

KOLM met entre parenthèses cette aspiration deux fois centenaire de tous les Européens. Des projets de "société fraternelle", de phalenstères, de "communauté", de "mouvements de jeunesse", etc. ont enrichi toute l'histoire des idées sociales d'Europe. Voilà bien des "sociétés possibles" à étudier, des désirs à transposer dans le réel.

Notre tâche, à nous, membres de diverses sociétés de pensée : coupler la théorie actuelle de **KOLM**, en prise sur les sociétés bouddhiques qui fonctionnent (Cf. son livre **Le Bonheur-Liberté, Bouddhisme profond et modernité**, PUF, 1982), à l'histoire diversifiée et chatoyante des "alternatives organiques", où la pensée romantique et post-romantique allemande

La carte ***L'Europe des Ethnies ou les régions d'un Empire*** *est la première publication du* ***Groupe O.R.P.H.E.E.*** *Elle est destinée à accompagner un ouvrage qui paraîtra prochainement. Ce livre, qui constituera donc le commentaire de cette carte, sera divisé en deux parties : la première, consacrée à la nécessité de l'****unification européenne****, présentera les raisons* ***géopolitiques*** *et* ***historiques*** *qui justifient la création d'un Etat européen; la seconde passera en revue les* ***diverses régions*** *qui composent l'Europe et mettre en évidence, pour chacune d'entre elles, les éléments* ***ethniques*** *et* ***culturels*** *qui ont présidé à sa création et à son évolution.*

Unité et diversité de l'Europe ; tels sont donc les deux critères qui nous ont guidé dans l'élaboration de la carte que nous présentons aujourd'hui.

UNITE EUROPEENNE : *Comme l'indique clairement le sous-titre* ***Les Régions d'un Empire****, il ne s'agit ici nullement d'une Europe atomisée en une centaine d'Etats indépendants, mais bien d'une Europe unifiée dont chaque région ethnique serait une province. Il était essentiel pour nous de dessiner non seulement les* ***frontières de l'Europe*** *mais aussi de représenter les* ***limites internes*** *réelles de notre continent : en effet, c'était la façon la plus claire de signifier, dans notre projet, la* ***disparition des Etats-Nations*** *traditionnels. Issus du partage illégitime de Verdun, ces derniers ne nous ont apporté que ruines et malheurs, et ont brisé la* ***tradition impériale*** *qui, de l'Empire Gréco-Macédonien au Saint-Empire, en passant par l'Empire Romain et l'Empire Carolingien, a fondé la véritable grandeur historique de l'Europe. En outre, nous affirmons qu'une* ***confédération européenne*** *qui laisserait subsister des Etats-Nations intermédiaires entre l'Europe et ses provinces serait inviable, car il n'y a pas d'exemple dans l'Histoire de fédération réussie englobant des Etats fédérés proportionnellement aussi vastes que la France ou l'Allemagne par rapport à l'Europe. Seule une* ***fédération européenne*** *à deux niveaux, sans intermédiaire entre l'Etat central et les Régions, n'hypothèquerait pas l'avenir de notre continent.*

DIVERSITE EUROPEENNE : *Le projet envisagé ici est celui d'une Europe constituée de* ***100 Régions*** *et de* ***385 Sous-Régions.*** *Comme cela est indiqué dans la Légende, les noms de régions sauf l'Hellade correspondent tous à une sous-région homonyme (par exemple : la région "Flandre" est composée de trois sous-régions : "Flandre" proprement dite, "Brabant" et "Limbourg").*

Le titre de notre carte, ***L'Europe des Ethnies****, indique bien que ce projet de redécoupage territorial de l'Europe repose sur des bases ethniques. La notion d'****ethnie*** *est une notion complexe ; les* ***critères*** *qui définissent tel ou tel groupe ethnique peuvent être soit* ***linguistiques*** *soit* ***historiques.*** *Le choix d'un de ces critères étant parfois difficile, certaines* ***limites régionales*** *proposées ici pourraient varier selon le point de vue choisi.*

Deux autres critères ont également présidé à l'élaboration de cette carte : d'une part, le ***rejet du processus d'ethnocide*** *perpétré à l'encontre des ethnies régionales par les Etats-Nations jacobins, depuis leur création jusqu'à nos jours ; d'autre part, la volonté d'en revenir à la situation ethnique de l'Europe antérieure aux deux Guerres Mondiales et de réclamer le* ***retour des "minorités" expulsées"*** *de leurs régions, par la violence ou par des traités iniques, de 1915 à nos jours.*

Un tel projet peut paraître grandiose, voire utopique ; mais notre objectif n'est pas d'indiquer ici les ***moyens*** *de réaliser cette Idée : il s'agit plutôt de suggérer une* ***vision cohérente*** *de l'Europe et de ses composantes. Trop nombreux sont ceux qui parlent de l'Europe dans l'abstrait sans jamais en proposer une* ***représentation graphique.*** *A l'heure où les super-puissances se partagent le monde, il faut que tous ceux qui pensent réellement sur notre continent fournissent des armes intellectuelles à ceux qui voudront créer un* ***Etat européen*** *unifié et puissant. Il faut que nos enfants puissent dire, à l'aube du XXIème siècle : "Nous n'avons qu'une patrie, qui s'appelle l'Europe".*

Pour toute demande de renseignements ou commande, écrire à :
GROUPE O.R.P.H.E.E. (= Organisme de Recherche Pour une Histoire de l'Europe des Ethnies),
Voie de l'Ardenne, 101,
B-4920 CHAUDFONTAINE.
Prix de la carte : 200 FB.
Les commandes peuvent également être transmises au SERVICE LIBRAIRIE de VOULOIR.

KOLM RECIDIVE...(suite)

et sa notion de "Volk" (Cf. Thierry **MUDRY** in **ORIENTATIONS** n°5) ont toute leur place...

V.G.

Serge-Christophe **KOLM**, **La bonne économie. La Réciprocité générale**, Paris, PUF, 1984, 472 p., 150 FF.

Ont participé à la rédaction de ce numéro de ***VOULOIR :*** *Jean E. van der TAELEN (Président d'E.R.O.E.), Jason HADJIDINAS (Recteur de l'Université d'Athènes), Pierre KREBS (Fondateur du Thule-Seminar), Ange SAMPIERU (E.R.O.E.-Paris), Berthrand EECKHOUDT, Caspar von SCHRENCK-NOTZING (directeur de la revue Criticon de Munich), Serge HERREMANS, Michel FROISSARD, Vincent GOETHALS.*

L'article sur la neutralité annoncé dans notre numéro précédent paraîtra dans le numéro 11 qui sera expédié début janvier.

Parmi les prochains thèmes que nous aborderons : l'affaire de la Grenade, la biopolitique, le problème des élites, Les idées sociales et politiques d'André Leysen, etc.



SERVICE LIBRAIRIE

Notre **SERVICE LIBRAIRIE**, en cette fin d'année, vous suggère plusieurs nouvelles publications. Vous ne sauriez vous en passer. Passez-nous commande au plus vite. Nos stocks sont limités !

1. L'Occident comme déclin. Par Guillaume **FAYE**. Le Labyrinthe, 85 p., 280FB/ 15 DM.

L'Occident ne souffre pas d'un déclin. Il **est** le déclin. **FAYE** inverse ici **SPENGLER.** Sept chapitres ponctuent sa démonstration. L'Occident, en tant que **Cosmopolis**, est un **non-lieu**, écrit-il. L'Occident n'est plus européen et l'Europe n'est plus l'Occident. L'Occident s'est défiguré en Amérique, en Californie. C'est aujourd'hui la Californie qui est l'épicentre, l'essence de l'Occident. Pour nous, Européens, il n'est plus que "quelque chose" de planétaire, sans racines et sans épaisseur. L'idéologie occidentale est une idéologie de la fin. Elle a poussé sa logique "monothéiste" jusqu'au bout. Ayant éliminé les "dieux", c'est-à-dire la diversité des possibles, cette idéologie ne peut plus satisfaire que les peureux. Les aventuriers, les curieux, que nous sommes, doivent annoncer le retour d'un "polythéisme" des valeurs, un "polythéisme" débarrassé des absolus stérélisateurs.
"Christopolis", l'Occident n'est même plus "chrétien", au sens de la religiosité naïve de nos peuples, celle des saints et des rites, figures et gestes finalement païens. "Christopolis" est **athée**, "Christopolis" est désenchantée, "Christopolis" est la cité des idées mortes.
"Antipolis", l'Occident entérine la fin du politique. Si le monde est supposé devenir une Super-Californie, où se côtoyeraient sectaires de tous acabits, homos, citoyens d'écotopia, que faire alors du "sérieux" de la cité, où passe alors ce sel du monde et de l'histoire : le conflit ? L'évacuation du conflit, c'est la "mort tiède".
Eradiquer le conflit, c'est instaurer le règne du **déclin :** le déclin de l'ici-bas donc le déclin de la Vie.
Cette fin est entrevue par **FAYE** comme destin, comme destin proprement occidental. Dans ce sens, l'expansion de ce monde sans conflits est l'expansion de l'Occident donc du déclin.
Mais ce déclin recèle son contraire ; dans la phase obscure, dans le désert des vouloirs, un appel naîtra. L'histoire se regénérera. Il faut la préfigurer.

2. Etudes et Recherches n°3. G.R.E.C.E., 81 p., 280 FB / 15 DM.

Dans ce numéro abordant des thèmes très divers, vous trouverez un texte de Pierre **MAUGUE** sur les éléments indo-européens et celtiques présents dans la légende qui illustre la fondation de la Suisse actuelle. Robert **de HERTE** étudie Goethe et la "préhistoire du romantisme". Il souligne ce que la personnalité de Goethe a retenu du romantisme et ce qu'elle en a rejeté. Patrick **RIZZI** et Michel **DEJUS** nous présentent le culte hispanique du taureau depuis la préhistoire jusqu'à nos jours. Anne **JOBERT**, dans un article titré "Science et Progrès",

Supplément bibliographique **mensuel** à la revue **ORIENTATIONS.**
N°10 NOVEMBRE 1984.
Prix: 50FB-7FF-2FS-2,50DM-1800Lire-1,25 $ Canadien.



pour s'abonner

L'abonnement à **VOULOIR** coûte 350 francs belges à verser au compte BBL n°310-0049870-01 de Robert Steuckers. Pour la France, les paiements s'effectuent par **mandats postaux internationaux** exclusivement. Pour l'Allemagne, la Suisse et l'Italie, par mandats-postaux ou par euro-chèques.
Les mandats postaux doivent être adressés à la fois à la revue et à Robert Steuckers.

L'abonnement donne droit à 12 numéros de **VOULOIR**. Ce supplément à la revue **ORIENTATIONS** paraîtra dix fois par an.

Il est désormais possible de s'abonner à la revue **ORIENTATIONS.** Pour quatre numéros et 12 numéros de **VOULOIR**, le prix s'élève à 800 francs belges (ou 125 francs français). Ceux qui ont déjà versé leur abonnement à **VOULOIR** et souhaitent prendre un abonnement à **ORIENTATIONS** devront suppléer 450 francs belges (ou 75 FF).

Prix des abonnements de soutien à **VOULOIR** (donnant droit à deux numéros de chaque livraison): 500 fb (ou 75 FF, 25 DM, 20FS). Donnant droit à trois numéros de chaque livraison: 600 FB (ou 85 FF, 30 DM, 24FS).

Notre adresse:

ORIENTATIONS/
E.R.O.E.-E.K.S.O.,
BPB n°41,
B-1970 WEZEMBEEK-OPPEM.



Editeur responsable : Robert Steuckers, BPB n°41, B-1970 Wezembeek-Oppem.

tente de redéfinir le débat sur la notion de "progrès". Pour elle, le progrès scientifique ne peut être ramené à une accumulation de données. Le réel est polyphonique, évolutif mais toujours mystérieux: on peut penser le progrès sans finalisme, la causalité sans déterminisme, un chaos du monde sans loi et sans arbitraire. Robert **STEUCKERS** y brosse une biographie de Henri **DE MAN**, le grand penseur socialiste anversois qui souligna les insuffisances du marxisme dès 1926 sans renier son combat socialiste. Guillaume **FAYE** parle des "nouveaux territoires du politique". LE politique n'est plus dans LA politique qui se contente de gérer maladroitement l'inessentiel. LA politique, dans ses mécanismes, est le fruit de nécessités propres aux XVIIIème et XIXème siècles. Il revient donc à l'imagination, aux débats d'idées, aux oeuvres d'art (cinéma, bande dessinée,...) de réinventer un véritable espace DU politique ou de l'annoncer, de l'incruster dans les cerveaux. Enfin, Alain **de BENOIST** répond à Guillaume **FAYE**, auteur de la brochure **Sexe et Idéologie.** Il apporte à cette plaquette controversée un éventail de critiques, puisées aux sources des grandes philosophies et sociologies de ce domaine: Blüher, Evola, Schelsky.

3. Nouvelle Ecole n°41, **Littérature et Idéologie 2,** 144 p. (DIN.A4), 420 FB/ 22 DM.

Ce numéro 41 de **Nouvelle Ecole**, intitulé **Littérature et Idéologie 2**, est le second tome d'une large fresque qui nous révèle les interactions multiples des lettres et des idées, de l'intuition créatrice et des réalités politiques. C'est Denys **MAGNE** qui se taille la part du lion dans ce dossier avec une étude volumineuse sur Thomas **MANN**, écrivain allemand aux prises avec les "contraires" du IIème Reich, de Weimar, de la Germanie hitlérienne et de la RFA américanisée. **MAGNE** insiste notamment et sur l'anti-nazisme de **MANN** et sur son hostilité à l'américanophilie d'**ADENAUER.** Aux yeux du plus important prosateur allemand de ce siècle, la RDA est demeurée plus purement germanique. Etonnante option, si l'on se souvient que **MANN** avait approuvé les bombardements anglo-saxons contre les cités allemandes ! Un personnage plein de contradictions, celles de notre siècle, que **Nouvelle Ecole** nous fait découvrir. Jean **ROBIN** nous présente René **GUENON**, le plus "traditionaliste", au sens religieux, des penseurs européens du XXème siècle. Patrick **SIMON** nous évoque **MERLEAU-PONTY** dont l'oeuvre s'axe sur deux choses/valeurs : le **regard** et la **chair.** Pour **SIMON, MERLEAU-PONTY** retrouve cette philosophie non dualiste et implicite à l'Europe "matricielle" (**Ureuropa** !), philosophie qui privilégie la sensualité, la texture du visible. Julien **FREUND**, l'auteur de cet irremplaçable livre, **L'Essence du Politique**, nous offre un texte de très haute valeur, un texte qui deviendra à coup sûr un grand classique de politologie: **"Que veut dire: prendre une décision ?".** La décision est, au-delà de la morale, des bonnes intentions et des idéologies, ce qui fonde le politique. Guillaume **FAYE**, quant à lui, nous livre le nec plus ultra de sa philosophie personnelle. Il nous promène dans le labyrinthe initiatique qu'est cette "problématique moderne de la raison". La querelle de la rationalité est en effet l'enjeu de tous les discours politologiques de ce siècle. C'est sur la base de cette problématique qu'en dernière instance, les idéologies se fondent, les décisions se prennent, consciemment ou inconsciemment. Les deux textes de **FREUND** et de **FAYE** sont indispensables à l'étudiant en sciences-po'. Les lire, c'est presque acquérir autant de savoir qu'en quatre ou cinq ans d'études. C'est se doter, en tout cas, d'un savoir extraordinairement qualitatif. Enfin, Philippe **BAILLET**, traducteur attitré d'**EVOLA** en France et grand spécialiste des religiosités orientales, bouddhiques et islamiques, analyse l'oeuvre de Serge-Christophe **KOLM** et nous explique l'intérêt du bouddhisme pour la création d'une économie de la solidarité et de la réciprocité.

4. Le Retour d'Hermès. De la science au sacré. Par Anne **JOBERT.** Le Labyrinthe, 82 p., 280 FB/ 15 DM.

La querelle entre sciences et religion cache une querelle plus fondamentale : celle qui oppose la religiosité du vieux monde européen aux dualismes stérélisants. Celle qui oppose le MYTHOS au LOGOS. Qui oppose le sacré profond au naturalisme superficiel. Anne **JOBERT** évoque la "physis" grecque et le "dévoilement" heideggerien, qu'elle oppose à la raison législatrice. Un essai brillant qui se situe résolument dans la voie tracée par le grand Stéphane **LUPASCO.**

AUTRES TITRES DISPONIBLES

La cause des peuples, actes du XVème colloque national du G.R.E.C.E., 210 FB / 11 DM.

Guillaume **FAYE, La Nouvelle Société de Consommation,** 210 FB / 11 DM.

Piet **TOMMISSEN, Anti-totalitair Denken in Frankrijk** (met **"Wat is en wat wil de "Nouvelle Droite"?"**), Eclectica, Brussel, 159 blz., 450 BF + 30 BF (port), 23 DM + 1,50 DM (Postgebühren).

Dietsland Europa, 1984-8/9, **Willem de Zwijger,** Antwerpen, 64 p., 130 FB + 20 FB (port), 7 DM + 1 DM (Postgebühren).

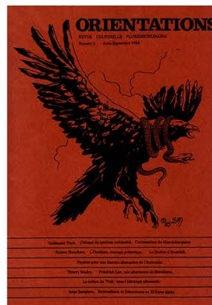
Walter **BRIJS, Willem van Oranje (1533-1584),** 52 p., 100 FB + 20 FB (port), 5 DM + 1 DM (Postgebühren).

Zannekin Jaarboek 6, 144 blz. (met bijdragen van Dr. R. Van Roosbroeck, Dr. F. Gorissen, Dr. W. van Heutgen, enz.), 450 FB + 30 FB (port) / 23 DM + 1,50 DM (Postgebühren).

Maurits **CAILLIAU, Het Walenland en de Nederlanden,** 32 p., 100 FB + 20 FB (port), 5 DM + 1 DM (Postgebühren).

Julius **EVOLA, L'Arc et la Massue,** 277 pages, 620 FB + 30 FB (port), 31 DM + 1,50 DM (Postgebühren).

Julius **EVOLA, Les Hommes au milieu des ruines,** 282 pages, 600 FB + 30 FB (port), 30 DM + 1,50 DM (Postgebühren).



*Le numéro cinq d'**ORIENTATIONS:** 150 FB.*